

Tables de l'année 2007

Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs..... II à VI

Table alphabétique des matières VII à XXVII

Table chronologique de la jurisprudence..... XXVIII à XXXII

| Pagination des rubriques du "Droit Ouvrier" 2007 | | | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|----------------|-----------------------------------|
| N° du DO | Mois | Doctrine | Documents | Juris-prudence | Chroniques jurisprudentielles (1) |
| 702 | Janvier | 1 à 29 | 30 à 31 | 32 à 54 | |
| 703 | Février | 57 à 83 | 84 | 85 à 103 | |
| 704 | Mars | 105 à 131 | | 132 à 150 | |
| 705 | Avril | 153 à 181 | | 182 à 194 | 195 à 199 (DSE) |
| 706 | Mai | 201 à 218 | | 219 à 245 | 246 à 254 (PP) |
| 707 | Juin | 257 à 277 | | 278 à 294 | 295 à 299 (PP) 300 à 302 (DP) |
| 708 | Juillet | 303 à 318 | | 319 à 343 | 344 à 348 (PP) |
| 709 | Août | 351 à 370 | | 371 à 396 | |
| 710 | Septembre | 399 à 414 | 415 à 419 | 420 à 439 | 440 à 444 (DP) |
| 711 | Octobre | 447 à 465 | 466 à 467 | 468 à 492 | |
| 712 | Novembre | 495 à 516 | | 518 à 545 | 546 à 548 (PP) |
| 713 | Décembre | 551 à 565 | | 566 à 592 | 593 à 596 (PP) |

(1) *DP* = Droit pénal du travail *DAT* = Droit administratif du travail
 DSE = Droit social européen *PP* = Procédure prud'homale

Nous rappelons à nos lecteurs que figurent sur Internet (site www.cgt.fr, dans les pages "Publications juridiques" de la rubrique "Kiosque") en téléchargement libre :

- la table thématique pluri-annuelle de nos articles depuis 1990,
- la table alphabétique des matières de chacune des années de 1997 à 2006,
- la table chronologique de la jurisprudence européenne depuis 1994,

Ces outils constituent un complément indispensable aux tables annuelles en version "papier" en permettant une vision transversale sur plus d'une décennie.

Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteurs

ADAM Patrice

Harcèlement moral : plein feux sur l'obligation patronale de prévention.

- *Cour d'appel de Dijon (Ch. Soc.) 20 avril 2006* 1

L'absence d'influence d'une action en résiliation judiciaire sur l'existence de l'obligation patronale de reclassement du salarié inapte.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2007* 551

AUGIER Bernard

Les effets de l'application des règles du contrat de travail à durée indéterminée lors de la rupture d'un contrat "nouvelles embauches".

- *Conseil de prud'hommes de Lyon (Industrie) 20 mars 2007* 375

BADEIGTS Jean-Jacques

La notion de dépense de fonctionnement des Conseils de prud'hommes.

- *Tribunal administratif de Lyon, 9 novembre 2006* ... 281

BATTEN Patrick

Action syndicale en exécution d'une convention collective et condamnation sous astreinte à exécuter les engagements au profit des salariés.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2006* 96
- *Cour d'appel de Paris (22e Ch. B) 12 septembre 2006* 98

Heures d'équivalence et non-respect des repos quotidiens et hebdomadaires.

- *Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 11 mai 2006* 242

BAUDEU Eric

La carence de l'employeur à faire cesser un harcèlement homophobe au sein du milieu de travail constitue un manquement à son obligation de sécurité à l'égard du salarié visé.

- *Conseil de prud'hommes d'Elbeuf (Ind. - Département) 22 septembre 2006* 383

BAUMGARTEN Christophe

Une unité économique et sociale ne peut revêtir conventionnellement la qualité d'employeur.

- *Cour d'appel de Paris (18eme ch. C) 31 mai 2007* . 574

BIED-CHARRETON Marie-France

Concours d'une action en résiliation judiciaire du contrat de travail et d'une prise d'acte à l'initiative du salarié : un incompréhensible entêtement de la Cour de cassation.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 octobre 2006* 90

La règle "A travail égal, salaire égal" et les conventions et accords collectifs ou Les atteintes indirectes au principe

d'égalité salariale sont-elles permises ? (au-delà de l'arrêt CRAMIF du 3 mai 2006)

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2006* 351
- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2001* 359
- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 février 2007* 361
- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2007* 362

BIZOT Nathalie

Rémunération conventionnelle du travail de nuit : une volte-face de la Cour de cassation ?

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2006 (deux espèces)* 47

Inaptitude médicale et rupture(s) du contrat de travail.

- *Cour d'appel de Paris (18e ch. E) 10 mars 2006* ... 480

BONNECHÈRE Michèle

L'optique du travail décent

- 57

Principe d'égalité salariale et négociation sur les parcours.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2007* 588

Droit social européen : Décisions sélectionnées et commentées

- 196

BOUAZIZ Paul (avec Isabelle Goulet)

Le licenciement prononcé en raison d'une inaptitude qui trouve son origine dans un manquement de l'employeur à son obligation en matière de santé est dépourvu de cause réelle et sérieuse.

- *Conseil de prud'hommes de Bobigny (Encadrement - Département) 18 mai 2007* 581

BOUCHET Hubert

Examen de la mise en œuvre par divers organismes de traitements de données à caractère personnel reposant sur la reconnaissance de l'empreinte digitale et ayant pour finalité le contrôle de l'accès aux locaux.

- *CNIL - Délibération 2006-153 du 30 mai 2006* 201
- *CNIL - Délibération 2006-158 du 30 mai 2006* 208

BOUDIAS Bertrand

L'action judiciaire en exécution du contrat de travail n'est plus exclusive d'une prise d'acte ultérieure basée sur les mêmes faits.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* 376

BOULMIER Daniel

Désignation des conseillers du salarié : funeste faille dans la protection ou erreur de taille du juge des référés ? À propos d'une affaire Virgin (Référé département), Paris, 11 avril 2007.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Référé - Département) 6 avril 2007* 363

Conseiller prud'homme et assesseur de juridictions de Sécurité sociale : une nécessaire clarification sur un cumul prohibé **447**
 Procédure prud'homale : extraits de décisions sélectionnés et commentés **246, 295, 344, 546**

BOUSSARD-VERRECHIA Emmanuelle

Elections professionnelles : l'intégration étroite et permanente à la collectivité de travail.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2007 ; Tribunal d'instance de Molsheim 23 février 2007* **286**

BRAUN Anne

Les exigences du droit des élections professionnelles au soutien d'un peu plus de démocratie dans la négociation collective.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 décembre 2006* **329**

BRUGGEMAN Frédéric

La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences : danger ou opportunité **153**

CALIFANO Mario

L'insaisissabilité de la dotation du comité d'entreprise au titre des activités sociales et culturelles pour régler d'autres dépenses.
 • *Cour d'appel de Douai (8e Ch.) 21 septembre 2006* **320**

CANUT Florence

Les dispositions légales et réglementaires relatives à la participation obligatoire des salariés aux résultats de l'entreprise sont d'ordre public absolu.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2007* **533**

CARRÉ Stéphane

Les errements du pouvoir réglementaire en matière de durée du travail dans le transport routier de marchandises.
 • *Conseil d'Etat (1re et 6e ssr) 18 octobre 2006* **242**

CHIREZ Alain (et Christian Expert)

Suicide et accident du travail.
 • *Cour de cassation (2e Ch. civ.) 22 février 2007* **258**

COHEN Maurice

Quand l'inobservation des droits des représentants du personnel perturbe la fusion GDF-Suez.
 • *1) Cour d'appel de Paris (1re Ch. sect. A) 31 août 2006* **105**
 • *1) Tribunal de grande instance de Paris (référé) 21 novembre 2006* **109**
 • *2) Cour d'appel de Paris (14e Ch. - sect. A) 21 novembre 2006* **111**

La compétence exclusive du juge judiciaire pour apprécier la légalité du règlement intérieur du comité d'entreprise d'une personne publique.
 • *Conseil d'Etat (7eme et 2eme ssr) 20 décembre 2006* **568**

CONTASSOT Claudine

Assistance du salarié par un conseiller prud'homme et compétence territoriale du Conseil.
 • *Cour d'appel d'Agen (Ch. soc.) 16 janvier 2007* **475**

DARVES-BORNOZ Paul

La paralysie des projets patronaux pour défaut de consultation du Comité d'entreprise.
 • *Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 7 novembre 2006* **320**
 • *Tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand (Référé) 21 novembre 2006* **320**
 Motivation de la lettre de licenciement économique et secteur d'activités du groupe.
 • *Cour d'appel de Chambéry, 26 octobre 2006* **583**
 • *Cour d'appel de Chambéry, 18 septembre 2007* **584**

DAUDET Simon

Application de l'art. L 122-12 lors de la vente d'actifs exclus d'un plan de cession partielle de l'entreprise.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2006* **231**

DEFROMENT René

Les conditions du versement de la majoration conventionnelle de rémunération pour travail de nuit exceptionnel.
 • *Cour d'appel de Aix (17e ch.) 15 mai 2006* **244**

DUCROCQ Stéphane

La répression pénale de la dissimulation de licenciements collectifs.
 • *Tribunal de grande instance de Lyon (16e ch. corr.) 24 mars 2006* **38**

La dissimulation de licenciements collectifs et l'atteinte aux prérogatives du Comité d'entreprise.
 • *Tribunal de grande instance de Lyon (1re ch. A sect. 1) 25 octobre 2006* **484**

EXPERT Christian (et Alain Chirez)

Suicide et accident du travail.
 • *Cour de cassation (2e Ch. civ.) 22 février 2007* **258**

FAIVRE-PICON Michel

Le respect des droits des salariés à temps (très) partiel au sein des associations d'aide à domicile.
 • *Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 27 juin 2006 et 20 juillet 2007* **541**

FERRARO Jérôme

L'action syndicale en interprétation d'un accord collectif dénoncé.
 • *Cour d'appel de Paris (18e ch. C) 24 mai 2007* **529**

GOULET Isabelle (avec Paul Bouaziz)

Le licenciement prononcé en raison d'une inaptitude qui trouve son origine dans un manquement de l'employeur à son obligation en matière de santé est dépourvu de cause réelle et sérieuse.
 • *Conseil de prud'hommes de Bobigny (Encadrement - Département) 18 mai 2007* **581**

GRÉVY Manuela

La nullité de la rupture du contrat de travail : une jurisprudence chaotique.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 octobre 2006* **209**

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* 213
- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* 213

Discrimination et règle de l'unicité d'instance : quand le fondement de l'action en discrimination dans le déroulement de carrière est-il révélé ?

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 mars 2007* 525

HAMOUDI Karim

La nécessité d'un accord collectif pour la mise en œuvre d'un forfait jour.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 décembre 2006* 539

HÉAS Franck

Les contraintes formelles encadrant l'exécution de l'obligation patronale de reclassement en cas de licenciement pour motif économique.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 septembre 2006* 6

Observations sur les processus normatifs en matière de relations professionnelles

..... 306

Le droit au reclassement du salarié, en cas de restructuration de l'entreprise ou d'altération de sa santé

..... 452

HENRY Michel

L'action syndicale en exécution des conventions collectives

..... 112

Entreprises en difficulté et sauvegarde de l'emploi

..... 170

L'action syndicale en exécution de la convention collective : enfin une levée des restrictions !

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2007* 326

HOLLE Dominique

Décision du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement du 11 mai 2007

..... 466

ITURRIOZ Marie-Pierre

Exercice du droit d'opposition en matière de négociation collective et calcul de la majorité.

- *Tribunal de grande instance de Nancy (1re Ch. Civ.) 25 septembre 2006* 225

JOSEPH Daniel

Lutte contre les discriminations : production de pièces et pouvoirs du Bureau de conciliation.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Conciliation) 12 janvier 2007* 475

KATZ Tamar

Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences : un sacré retour de manivelle.

- *Tribunal de Grande instance de Nanterre (Référé) 5 septembre 2006* 182

- *Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 5 octobre 2006* 183

KELLER Marianne

"La forme sœur jumelle des libertés" dans l'entreprise et devant le Conseil de prud'hommes.

- *Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 7 mars 2007* . 399

KOUBI Geneviève

La difficile saisie de la "liberté du travail" dans le cadre de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative

..... 263

LACOSTE-MARY Valérie

La détermination de l'employeur par le juge prud'homal dans une relation de travail internationale.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2007* 522

LANES Valérie

La convention de reclassement personnalisé (CRP) ne fait pas obstacle au contrôle judiciaire du motif économique de la rupture.

- *Cour d'appel de Paris (18e ch. C) 22 mars 2007 ; Cour d'appel de Paris (18e ch. D) 15 mai 2007* 429

LEBON-BLANCHARD Marie-Françoise (et Pascale Legendre-Grandperret, David Métin et Pierre Lyon-Caen)

Tout ce que vous voulez savoir sur le CNE sans jamais avoir osé le demander...

..... 121

LECHEVALLIER Emmanuelle

Illustration de la distinction entre cause qualificative et cause justificative de licenciement : le salarié est fondé à conserver une prime perçue au titre d'un plan social même lorsque le licenciement est dépourvu de cause réelle et sérieuse.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2007* 386

LEGENDRÉ-GRANDPERRET Pascale (et David Métin, Marie-Françoise Lebon-Blanchard et Pierre Lyon-Caen)

Tout ce que vous voulez savoir sur le CNE sans jamais avoir osé le demander...

..... 121

LEROY Patrick

Produits phytosanitaires et maladie de Parkinson.

- 1) *Tribunal des affaires de Sécurité sociale de Bourges (formation agricole) 1er juillet 2005* 215

- 2) *Tribunal des affaires de Sécurité sociale de Bourges (formation agricole) 12 mai 2006* 218

LOKIEC Rachel

Le recueil de l'avis du Comité d'entreprise.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2006 ; Cour d'appel de Paris (18e Ch. C) 24 mai 2007* 519

LUQUET DE SAINT-GERMAIN Caroline

La place de la représentativité syndicale après l'adoption du principe majoritaire

..... 11

LYON-CAEN Antoine

Le contrôle judiciaire du motif économique et ses turbulences.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 novembre 2006* 156

LYON-CAEN Pierre (et Pascale Legendre-Grandperret, David Métin et Marie-Françoise Lebon-Blanchard)

Tout ce que vous voulez savoir sur le CNE sans jamais avoir osé le demander...

..... 121

MASSON Philippe

Simplifier, disaient-ils... (propos syndicaux sur la recodification du Code du travail) **409**

MEDEAU Xavier

L'office du juge lors de l'examen d'une prise d'acte de la rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2007* **423**

MÉTIN David (et Pascale Legendre-Grandperret, Marie-Françoise Lebon-Blanchard et Pierre Lyon-Caen)

Tout ce que vous voulez savoir sur le CNE sans jamais avoir osé le demander... **121**

MEYER Francis

Gestion des âges, discrimination et politiques de l'emploi **495**

MEYRAT Isabelle

La détermination du point de départ pour exercer le droit d'opposition à un accord collectif d'entreprise.

• *Tribunal de grande instance de Nanterre (2e ch.) 9 juin 2006* **32**

L'affirmation par la juridiction judiciaire de sa compétence en matière de contrôle de conventionnalité des actes administratifs réglementaires.

• *Cour d'appel de Paris (18e Ch. E) 20 octobre 2006* **132**

Le sort des avantages issus du statut collectif à l'épreuve du principe "à travail égal, salaire égal" (à propos de l'arrêt OEHC du 19 juin 2007).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2007* **556**

MICHAUT Laurent

Un sérieux coup de frein mis à l'arbitraire patronal dans la rémunération des coursiers.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 juin 2007* **591**

MILET Laurent

Le double usage par le représentant du personnel de la prise d'acte de la rupture de son contrat de travail.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2006* **75**

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2006* **83**

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2006* **83**

La non-conventionnalité du contrat « nouvelles embauches » : du contrôle du raisonnable au contrôle de proportionnalité.

• *Cour d'appel de Paris (18e ch. E) 6 juillet 2007* **504**

• *Conseil de prud'hommes de Romans-sur-Isère (départage) 19 avril 2007* **515**

PERU-PIROTTE Laurence

L'évaluation de salariés : le nécessaire respect des instances représentatives du personnel et de la législation Informatique et libertés.

• *Cour d'appel de Grenoble (14e ch. B) 3 novembre 2006* **339**

POIRIER Mireille

Unicité de l'instance : la résistance des juges du fond.

• *Cour de cassation (Ch. soc.) 12 novembre 2003* **273**

• *Cour d'appel de Limoges (Ch. Soc.) 23 octobre 2006* **276**

Les retombées de l'affaire "d'Outreau" sur la procédure prud'homale : la nouvelle portée de la règle "le criminel tient le civil en l'état" **459**

RENDA Sandra

Le recours au juge administratif des référés afin de faire cesser une atteinte au droit syndical.

• *Conseil d'Etat (1re et 6e ssr) 31 mai 2007* **489**

RENNES Pascal

Représentativité syndicale et réalité des droits collectifs **20**

Les salariés des entreprises sous-traitantes dans la balance des effectifs.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2006 ; Tribunal d'instance de Mantes-la-Jolie 23 septembre 2005* .. **100**

Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences : un sacré retour de manivelle.

• *Tribunal de grande instance de Colmar (référé) 22 janvier 2007* **191**

Réintégration par le juge des référés du salarié licencié dès sa reprise du travail suivant un arrêt maladie.

• *Conseil de prud'homme de Paris (référé - départage), 19 décembre 2006* **531**

RICHEVAUX Marc

Droit pénal du travail : extraits de décisions sélectionnés et commentés **300, 440**

SAINT-JOURS Yves

L'influence du risque professionnel sur l'évolution de la responsabilité civile **367**

L'obligation de sécurité du salarié : prévention et responsabilité **560**

SARAMITO Francis

La poursuite du contrat de travail d'un salarié admis au chômage à l'occasion d'un transfert international d'entreprise.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2006* **35**

Débrayages successifs et préavis unique dans les services publics.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 juin 2006* **36**

Grève dans les services publics : l'équilibre entre l'action collective et les droits individuels confirmé par l'Assemblée plénière de la Cour de cassation.

• *Cour de cassation (Ass. plén.) 23 juin 2006* **138**

L'élément intentionnel et l'appréciation de l'éventuelle faute grave.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 juin 2006* **145**

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2006* **146**

La preuve de la contamination par le virus VIH n'est pas dépendante du respect de la procédure spéciale instaurée par le décret du 18 janvier 1993.

• *Cour de cassation (2e Ch. civ.) 21 juin 2006* **278**

Les effets de la reconnaissance d'une unité économique et sociale.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2006* **314**

La procédure disciplinaire doit être à nouveau respectée après le refus par le salarié d'une rétrogradation sanction.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2007* **328**

La délibération du CE pour agir en justice doit au moins être liée à un point figurant à l'ordre du jour.
 • *Cour de cassation (Ch. Crim.) 5 septembre 2006* **372**

Incertitudes sur l'applicabilité notamment de l'article L. 122-14-3 au personnel soumis à un statut législatif ou réglementaire.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 janvier 2007* **381**

SASTRE Jean-Marc

Pour un Code du travail plus efficace : l'activation des pouvoirs du Bureau de conciliation !
 • *Conseil de prud'hommes de Nîmes (Conciliation) 14 décembre 2006* **420**
 • *Cour d'appel de Toulouse (Ch. Soc.) 7 juillet 2006* . **420**

DE SENG A Arnaud

La sanction du transfert illicite de salariés à défaut de caractérisation d'une entité économique autonome.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2006* **50**
 1) *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 28 juin 2005* **51**
 2) *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 23 mai 2006* **53**

Caractère précaire et aléatoire de l'emploi et recours au CDD d'usage.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2006 ; Cour d'appel de Paris (22e Ch. B) 12 septembre 2006* **92**

La proportionnalité aux nécessités de l'ordre public de la réquisition préfectorale des grévistes.
Cour administrative d'appel de Bordeaux (1re chambre) 1er juin 2006 **102**

Liberté d'accès aux documents administratifs et demande d'autorisation de transfert d'un représentant du personnel.
 • *Commission d'accès aux documents administratifs 30 mars 2006* **147**
 • *Conseil d'Etat (sect.) 24 novembre 2006* **147**

Le contrat de travail à durée indéterminée constitue la forme normale d'emploi (à propos de la sanction du non-respect d'obligations de formation).
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 novembre 2006* **289**
 • *Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 25 septembre 2006* **289**

A la recherche de l'employeur perdu.
 • *Conseil de prud'hommes de Bordeaux (Industrie - Département) 11 septembre 2006* **331**
 • *Tribunal de grande instance de Bobigny (Référé) 18 décembre 2006* **336**

La dispense d'activités en tant que mesure de reclassement préalable au licenciement pour motif économique.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2007* **387**
 • *Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 27 octobre 2006* **388**

La confrontation de l'art. L. 122-12 avec des réglementations d'activités particulières (établissements de soins et marchés d'intérêt national).
 • *Cour d'appel de Paris (18eme C) 21 décembre 2006* **391**
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 octobre 2006* **392**

L'ordre de juridiction compétent pour examiner la conventionnalité de l'ordonnance instituant le "contrat nouvelles embauches".
 • *Tribunal des conflits 19 mars 2007* **395**

Les repères revendicatifs de la CGT **418**

Les engagements inclus dans le PARE ne conduisent pas à une contractualisation des rapports entre le signataire et le régime d'assurance-chômage.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 janvier 2007* **470**

Le recours par un syndicat à des moyens électroniques pour assurer son expression.
 • *Tribunal administratif de Besançon (1re ch.) 19 décembre 2006* **486**
 • *Cour d'appel de Paris (18e ch. C) 15 juin 2006* **487**

L'obligation d'affiliation d'un employeur à une caisse de congés payés ne constitue pas une atteinte excessive à sa liberté d'association.
 • *Cour de cassation (1re Ch. civ.) 28 juin 2007* **570**

Les conditions de la requalification en prise d'acte d'une démission donnée sans réserve.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2007* **571**
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2007* **572**

TARAUD Isabelle

Habillage, déshabillage, blanchissage : les délicates questions de l'indemnisation des salariés soumis au port de vêtements professionnels.
 • *Cour d'appel de Versailles (1re Ch. 1re sect.) 29 juin 2006 ; Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 27 janvier 2006* **42**

TAURAN Thierry

Résumés d'arrêtés récents de la Cour de cassation en pages 3 et 4 de couverture chaque mois.

THIBAUT Bernard

Passation des responsabilités au *Droit Ouvrier* **303**

TOURNIQUET Hervé :

Jurisprudence *Framatome-Majorette* : à quoi joue le législateur ? **160**

VAUDOISSET Annie

La fraude organisée à la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi : sanction des ruptures déviantes.
 • *Cour d'appel de Paris (18e ch. D) 28 septembre 2006* **233**

WAQUET Philippe

La distinction en matière de licenciement économique entre le cadre d'appréciation de la situation économique de l'employeur et le périmètre de reclassement.
 • *Cour d'appel d'Angers 19 septembre 2006* **141**

Variations sur le thème de la modification du contrat de travail **175**

Table alphabétique des matières*

accidents du travail et maladies professionnelles

• définition

Doctrine :

Produits phytosanitaires et maladie de Parkinson,

- par **Patrick Leroy**, Maître de conférences à la Faculté de Droit de Brest 215

Annexe : Maladies professionnelles – Reconnaissance – Mécanisme complémentaire – Maladie non inscrite dans les tableaux.

- 1) *Tribunal des affaires de Sécurité sociale de Bourges (formation agricole) 1er juillet 2005* 217
- 2) *Tribunal des affaires de Sécurité sociale de Bourges (formation agricole) 12 mai 2006* 218

Doctrine :

Suicide et accident du travail,

- par **Alain Chirez**, Professeur Agrégé des Universités, Avocat au Barreau de Grasse, et **Christian Expert**, Médecin du travail, Juriste en Droit social 258

Annexe : Accident de travail – Suicide – 1) Survenance au domicile – Nécessité d'établir un lien avec le travail – 2) Dégradation des relations de travail – Inaction de l'employeur – Manquement à son obligation de sécurité.

- *Cour de Cassation (2e Ch. civ.) 22 février 2007* ... 261

• procédure

Contamination par le VIH – Procédure spéciale de reconnaissance du caractère professionnel instaurée par le décret du 18 janvier 1993 – Absence de caractère impératif – Possibilité de preuve par d'autres moyens.

- *Cour de cassation (2e Ch. civ.) 21 juin 2006* 278
- *Note Francis Saramito* 278

Salariée victime d'un accident provoqué par le pensionnaire d'un établissement de soin – Recours de la Sécurité sociale et de la victime contre l'employeur – Rejet par application de l'article L. 451-1 du Code de la Sécurité sociale excluant le recours au droit commun de la responsabilité.

- *Cour de cassation (2e Ch. civ.) 22 février 2007* 567

• protection

Protection dans l'emploi – Arrêt de travail – Période de suspension – Détermination – Licenciement disciplinaire – Faute grave (non) – Réintégration.

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. E) 16 juin 2006* .. 219

Protection dans l'emploi – Salarié victime d'une rechute d'un accident survenu chez un précédent employeur – Lien avec les conditions de travail chez ce nouvel employeur – Licenciement – Inapplication de l'article L. 122-32-10 du Code du travail – Protection de l'article L. 122-32-2 acquise – Nullité du licenciement.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2007* 566

• réparation

Travail inhabituel à l'extérieur de l'entreprise – Absence des mesures nécessaires pour assurer la sécurité du salarié dans une situation exceptionnelle – Faute inexcusable de l'employeur.

- *Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 12 septembre 2006* 371

assurances sociales

• assurances maladie et maternité

Assurance maternité – Indemnités journalières – Ouverture du droit – Conditions alternatives posées par l'article R. 313-3 du Code de la Sécurité sociale – A défaut du montant de cotisations nécessaires au cours de la période de référence, droit pour l'assuré de justifier de l'accomplissement de la durée de travail exigée.

- *Cour de Cassation (2e Ch. Civ.) 22 février 2007* .. 518

• assurance invalidité

Réduction de la pension en cas de reprise d'activité – Limitation au cumul possible des salaires avec le montant de la pension. – Reprise d'activité (non) (deux espèces) – Perception d'allocations chômage (première espèce) – Perception d'un arriéré d'indemnité de congés (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (2e Ch. civ.) 14 février 2007* 468
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (2e Ch. civ.) 14 février 2007* 468

• assurance vieillesse

Demande de liquidation de la pension – Preuve de son envoi à la Caisse – Absence de force probante d'un accusé de réception de la Poste.

- *Cour de cassation (2e Ch. civ.) 18 janvier 2006* 32

Pensions – Modification après liquidation – Principe de l'intangibilité des pensions liquidées – Conditions d'application (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 8 novembre 2006* 221
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 25 octobre 2006* 222

chômage

Assurances – Police accessoire à un contrat de prêt et garantissant les conséquences de la perte d'emploi – Limitation de la garantie au cas de licenciement et de perception des indemnités de chômage – Salarié changeant d'employeur – Rupture en cours de période d'essai – Conditions de garantie du contrat réunies (non).

- *Cour de cassation (2e Ch. civ.) 26 octobre 2006* .. 279

* Les auteurs des notes de jurisprudence dont la qualité n'est pas spécifiée sont membres du Comité de rédaction du *Droit Ouvrier* ; la composition de celui-ci est indiquée en page 2 de couverture.

Convention d'assurance-chômage du 1^{er} janvier 2001 – Effet du PARE – Absence d'engagement de nature contractuelle de l'Assedic au regard des règles relatives à l'indemnisation.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 31 janvier 2007* 470
- *Note Arnaud de Senga* 470

comités d'entreprise

• attributions économiques

Doctrines :

Quand l'inobservation des droits des représentants du personnel perturbe la fusion GDF-Suez,

- *par Maurice Cohen, Directeur de la « Revue Pratique de Droit Social »* 105

Annexe : Représentants du personnel – Information – Insuffisance (deux espèces) – Membres du conseil d'administration – Administrateurs élus par les salariés – Convocation d'un CA extraordinaire (première espèce) – Comité d'entreprise européen – Incomplétude de l'information – Expertise en cours – Suspension du projet et report du CA (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour d'appel de Paris (1^{re} Ch. sect. A) 31 août 2006* 107
- *Deuxième espèce : 1) Tribunal de grande instance de Paris (référé) 21 novembre 2006* 109
- *2) Cour d'appel de Paris (14^e Ch. - sect. A) 21 novembre 2006* 111

Licenciement pour motif économique – Licenciement collectif – Restructuration (deux espèces) – Négociation et consultation prévisionnelles périodiques (L. 320-2 et L. 432-1-1) s'imposent particulièrement de façon anticipée en cas de projet de restructuration – Suspension des procédures au titre des livres IV et III confirmée, obligation de reprendre consultation sur la gestion prévisionnelle et négociation d'un accord GPEC (première espèce) – Ordre du jour du CCE – Engagement unilatéral du président de procéder successivement aux consultations du livre IV puis du livre III – Opposition justifiée du secrétaire du CCE à une modification de l'ordre du jour tendant à rendre ces procédures concomitantes (deuxième espèce).

- *Première espèce : cour d'appel de Paris (14^e Ch. A) 7 mars 2007* 187
- *Deuxième espèce : cour d'appel de Paris (14^e Ch. A) 7 mars 2007* 189

Consultation – Caractère obligatoire – Suspension des mesures patronales prises en violation des droits du CE (deux espèces).

- *Première espèce : Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 7 novembre 2006* 320
- *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand (Référé) 21 novembre 2006* 323
- *Note Paul Darves-Bornoz* 323

Conditions de travail

Libertés et droits fondamentaux – Evaluation des salariés – Instauration d'un entretien annuel d'évaluation – 1^o Consultation des institutions représentatives – CE (oui) – Incidence sur la rémunération – CHSCT (oui) – 2^o Déclaration préalable à la CNIL (oui).

- *Cour d'appel de Paris (14^e ch. B) 3 novembre 2006* 339
- *Note Laurence Peru-Pirotte, Maître de Conférences en droit privé, IUT B, Université de Lille-3, Centre René Demogène, Université de Lille-2* 340

• experts

Expertise "libre" – Déménagement d'un site – Nécessité d'une information complète et directe du comité – Défaut de transmission de documents demandés par l'expert – Suspension du projet de déménagement.

- *Cour d'appel de Versailles (14^e Ch.) 28 juin 2006* 85
- *Note Maurice Cohen* 87

Expert-comptable – Documents nécessaires à l'exercice de la mission.

- *Cour d'appel de Versailles (14^e ch.) 15 mars 2006* 472

• fonctionnement

Ordre du jour – Fixation – Réunion exceptionnelle – Obligation pour le président de rechercher l'accord du secrétaire – Convocation en période de congés payés – Abus.

- *Tribunal de grande instance d'Annecy (Ch. référés) 4 septembre 2006* 88

Action en justice – Délibération décidant de son principe – Nullité si cette décision n'est pas liée à une question figurant à l'ordre du jour.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 5 septembre 2006* . 372
- *Note Francis Saramito* 373

Réunion – Avis – Recueil – Modalités d'expression (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2006* 519
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (18^e ch. C) 24 mai 2007* 520
- *Note Rachel Lokiec* 521

Organisme de droit privé même si l'employeur relève du droit public – Règlement intérieur du comité – Personnes invitées aux séances.

- *Conseil d'Etat (7^{me} et 2^{me} ssr) 20 décembre 2006* 568
- *Note Maurice Cohen* 569

• activités sociales et culturelles

Dotation – Caractère saisissable au titre d'une condamnation sur le fondement de l'article 700 NCPC (non).

- *Cour d'appel de Douai (8^e Ch.) 21 septembre 2006* 319
- *Note Mario Califano, Avocat au Barreau de Lille* 320

• entraves

Entrave – Plan de restructuration échelonné dans le temps – Avancement du calendrier – Consultation nécessaire du CE – Absence de délit.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 septembre 2006* . 300

congés particuliers

Contrat de travail – Exécution de bonne foi (deux espèces) – Congé parental d'éducation – Expiration – Demande de mutation – Raisons familiales impérieuses – Nécessité pour l'employeur de justifier un refus par des éléments objectifs (première espèce)..

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 janvier 2007* 282

• caisses de congés

Obligation d'affiliation de l'employeur – Liberté d'association – Atteinte excessive (non).

- *Cour de cassation (1re Ch. civ.) 28 juin 2007* 570
- *Note Arnaud de Senga* 570

conseils de prud'hommes

• attribution - compétence

Procédure prud'homale,

- *par Daniel Boulmier, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138 co-auteur du Lamy Prud'hommes.*

Contredit de compétence – Compétence territoriale – CPH du lieu où l'employeur est établi.

- *Cour d'appel de Riom (4e Ch. Civ.) 21 mars 2006* 249

Contredit de compétence – Compétence territoriale – Employeur domicilié dans un autre Etat membre - Règlement (CE) du Conseil n° 44/2001 du 22 décembre 2000 – Lieu habituel ou dernier lieu de travail ?

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 septembre 2006* . 250

Contredit de compétence – Compétence territoriale – Employeur domicilié dans un autre Etat membre - Règlement (CE) du Conseil n° 44/2001 du 22 décembre 2000 – Lieu habituel de travail, dernier lieu de travail, centre effectif des activités professionnelles.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 septembre 2006* . 251

Contredit de compétence – Compétence matérielle - Discrimination à l'embauche – Art. L. 122-45 C. trav. – Compétence prud'homale (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 décembre 2006* .. 252

Contredit de compétence – Compétence matérielle - Défaut d'exécution d'engagements conventionnels – Dommages et intérêts - Litige individuel (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2006* 253

Contrat de travail – Prise d'acte – Office du juge – Examen des griefs (L. 122-14-3).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2007* 423
- *Note Xavier Médeau, Avocat au Barreau de Charleville-Mézières* 424

Relations de travail au sein d'un groupe transnational – Règlement n° 44/2001 – Détermination de l'employeur – Confusion d'intérêt, d'activités et de direction entre sociétés.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2007* 522

- *Note Valérie Lacoste-Mary, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux IV, Comptrasec UMR 5114, Institut du Travail de Bordeaux* 523

• statut des conseillers

Conseiller – Exercice des fonctions – Incident – Convocation devant le procureur général – Frais de déplacement – Remboursement au titre des dépenses de fonctionnement (L. 51-10-2 CT) (oui).

- *Tribunal administratif de Lyon, 9 novembre 2006* 280
- *Note Jean-Jacques Badeigts, Conseiller prud'homme* 281

Doctrine :

Conseiller prud'homme et assesseur de juridictions de Sécurité sociale : une nécessaire clarification sur un cumul prohibé,

- *par Daniel Boulmier, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138* 447

Représentation des parties – Conseiller prud'homme assistant un salarié – Affaire introduite devant un conseil différent de celui dont relève le salarié et dont est membre le conseiller – Primauté du libre choix du défenseur par le justiciable sur la compétence territoriale.

- *Cour d'appel d'Agen (Ch. Soc.) 16 janvier 2007* .. 475
- *Note Claudine Contassot, DLAJ, Union départementale CGT de Saône-et-Loire* 477

• procédure

Saisine et recevabilité

Procédure prud'homale,

- *par Daniel Boulmier, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138 co-auteur du Lamy Prud'hommes.*

Unicité d'instance – Action en référé – Action au fond éteinte – Unicité d'instance (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2006* 246

Unicité d'instance – Action en référé – Action au fond frappée de caducité – Unicité d'instance, oui.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 juin 2006* 247

Unicité d'instance – Désistement avant la conciliation – Introduction d'instance par l'autre partie – Unicité d'instance, non... oui (?)

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 juin et 4 juillet 2006* 247

Doctrine :

Unicité de l'instance : la résistance des juges du fond,

- *par Mireille Poirier, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut du travail* 273

Annexe : Conseil de prud'hommes – Procédure – Unicité de l'instance – Portée – Irrecevabilité d'une première instance en raison de l'irrégularité des conditions de son introduction – Recevabilité de la seconde instance ? (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 novembre 2003* 276
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Limoges (Ch. Soc.) 23 octobre 2006* 276

Discrimination syndicale – Action en justice faisant suite à une action ayant un fondement différent – Unicité de l’instance (non) – Disparité de traitement n’étant apparue que par des pièces communiquées après l’achèvement de la précédente procédure.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 22 mars 2007* 525
- *Note **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l’Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, Institut des Sciences sociales du Travail* 526

Procédure prud’homale, extraits de décisions sélectionnés et commentés,

- *par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138 co-auteur du Lamy Prud’hommes.*

Unicité d’instance – Première instance pendante devant la Cour d’appel – Seconde saisine du Conseil de prud’hommes – Prétentions différentes – Règle de l’unicité de l’instance : non.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006, 7 mars 2006* 546

Assistance - Représentation

Représentation des parties – Conseiller prud’homme assistant un salarié – Affaire introduite devant un conseil différent de celui dont relève le salarié et dont est membre le conseiller – Primauté du libre choix du défenseur par le justiciable sur la compétence territoriale.

- *Cour d’appel d’Agen (Ch. Soc.) 16 janvier 2007* .. 475
- *Note **Claudine Contassot**, DLAJ, Union départementale CGT de Saône-et-Loire* 477

Conciliation

Paiement des salaires jusqu’à la prise d’acte de la rupture et des deux mois de préavis ordonné à titre de provision (première espèce) – Appel irrecevable sans jugement préalable au fond (deuxième espèce).

- *Première espèce : Conseil de prud’hommes de Nîmes (Bureau de conciliation) 14 décembre 2006* 420
- *Deuxième espèce : Cour d’appel de Toulouse (Ch. Soc.) 7 juillet 2006* 421
- *Note **Jean-Marc Sastre**, Conseiller prud’homme* . 422

Pouvoirs – Egalité de traitement – Panel de comparaison – Production de pièces – Astreinte.

- *Conseil de prud’hommes de Paris (Bureau de conciliation - Département) 12 janvier 2007* 473
- *Note **Daniel Joseph*** 475

Référé prud’homal

Doctrine :

“La forme sœur jumelle des libertés” dans l’entreprise et devant le Conseil de prud’hommes,

- *par **Marianne Keller**, Maître de conférences à l’Université de Paris I Panthéon-Sorbonne* 399

Annexe : Harcèlement – Injures racistes – Dégradation des conditions de travail – Action du délégué du personnel (L. 422-1-1).

- *Cour d’appel de Grenoble (Ch. Soc.) 7 mars 2007* 407

Licenciement pour motif personnel – Licenciement après la reprise du travail suite à un arrêt maladie – Pouvoirs du juge des référés. – Perturbation de l’organisation de l’entreprise (non) – Nullité du licenciement.

- *Conseil de prud’homme de Paris (référé - départage), 19 décembre 2006*..... 531
- *Note **Pascal Rennes*** 532

Divers

Procédure prud’homale, extraits de décisions sélectionnés et commentés,

- *par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138 co-auteur du Lamy Prud’hommes.*

Attestation – Preuve de fausseté – Enregistrement – Transcription par huissier – Licéité – Conditions.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 14 février 2006* 296

Prescription – Demandeur – Point de départ de la prescription – Pour les demandes dans l’acte d’introduction d’instance : date de l’action engagée – Pour les nouvelles demandes : date de la connaissance par le défendeur.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 juin 2006* 298

Prescription – Défendeur – Point de départ de la prescription – Demandes reconventionnelles : date de l’action engagée par le demandeur.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* . 298

Écritures – Démission – Faiblesse psychologique – Dénaturation des écritures par la Cour d’appel.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 octobre 2006* 344

Droit disciplinaire – Vol au préjudice d’un client – Faible valeur – Faute grave : oui – Arrêt de règlement : oui.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 janvier 2007* 345

Tribunaux – Cour de cassation – Arrêt de rejet – Référence à la doctrine de la Cour de cassation.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 janvier 2007* 347

Doctrine :

Les retombées de l’affaire “d’Outreau” sur la procédure prud’homale : la nouvelle portée de la règle “le criminel tient le civil en l’état”,

- *par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l’Université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut du travail* 459

• voies de recours

Procédure prud’homale, extraits de décisions sélectionnés et commentés,

- *par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138 co-auteur du Lamy Prud’hommes.*

Contredit de compétence – Motivation de la déclaration – Exigence limitée.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mars 2006* 249

Appel – Caractère dilatoire ou abusif – Dommages et intérêts au profit de l'intimé : oui.

- *Cour d'appel de Paris, 22e ch. A, 29 juin 2005 ... 295*

Déclaration d'appel – Copie du jugement – Omission dans la déclaration – Irrecevabilité d'office : non.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2007 593*

Déclaration d'appel – 1° Copie du jugement - Omission dans la déclaration – Communication dans les délais – Preuve – 2° Jurisdiction territorialement incompétente – Irrecevabilité de l'appel : non.

- *Cour d'appel de Nancy (Ch. Soc.) 30 mars 2007 .. 593*

conseiller du salarié

Désignation des conseillers du salarié : funeste faille dans la protection ou erreur de taille du juge des référés ? À propos d'une affaire Virgin (Référé départment), Paris, 11 avril 2007,

- *par Daniel Boulmier, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138 363*

Annexe : Protection des représentants du personnel – Conseiller du salarié – Désignation – Période préalable à la publication aux recueils des actes administratifs – Connaissance par l'employeur – Effet.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Référé - Département) 6 avril 2007 366*

contrat "nouvelles embauches"

Doctrine :

Tout ce que vous voulez savoir sur le CNE sans jamais avoir osé le demander...

- *par Pascale Legendre-Grandperret et David Métin, avocats, membres du Syndicat des Avocats de France, et Marie-Françoise Lebon-Blanchard et Pierre Lyon-Caen, magistrats, membres du Syndicat de la Magistrature 121*

Compatibilité avec une norme internationale – Examen de conventionnalité – Ordre de juridiction compétent.

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. E) 20 octobre 2006 132*
- *Note Isabelle Meyrat 134*

Application des règles relatives au CDI lors de la rupture – Effet.

- *Conseil de prud'hommes de Lyon (section industrie) 20 mars 2007 373*
- *Note Bernard Augier, Président du Conseil de prud'hommes de Lyon 375*

Tribunaux – Compétence entre les deux ordres de juridiction – Examen de conventionnalité de l'ordonnance instituant le "Contrat nouvelles embauches" – Ratification implicite – Compétence judiciaire.

- *Tribunal des conflits, 19 mars 2007 395*
- *Note Arnaud de Senga 395*

Doctrine :

La non-conventionnalité du contrat « nouvelles embauches » : du contrôle du raisonnable au contrôle de proportionnalité,

- *par Laurent Milet, Maître de conférences associé à l'Université de Paris XI, Faculté Jean Monnet, Rédacteur en chef de la Revue Pratique de Droit social 504*

Annexe : contrat de travail – Contrat nouvelles embauches – Rupture – Compatibilité avec la convention 158 de l'OIT (non) (deux espèces).

- *Première espèce : Cour d'appel de Paris (18e ch. E) 6 juillet 2007 511*
- *Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Romans-sur-Isère (département) 19 avril 2007 515*

contrat de travail

• définition du rapport salarial

Employeur – Obligations – Groupe de sociétés (deux espèces) – Détermination – Société-mère s'immisçant dans la gestion d'une filiale – Effet à l'égard des salariés de la filiale – Co-emploi (première espèce) – Cession frauduleuse d'une filiale en difficulté – Défaut de consultation du comité d'entreprise – Maison-mère devant contribuer au PSE de la filiale (deuxième espèce).

- *Première espèce : Conseil de prud'hommes de Bordeaux (Industrie - Département) 11 septembre 2006 331*
- *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Bobigny (Référé) 18 décembre 2006 334*
- *Note Arnaud de Senga 336*

Contrat de travail – Qualification – Société donneuse d'ordre liée par des contrats commerciaux à diverses sociétés d'exploitation – Examen des clauses contractuelles et des conditions d'activité économique réelle – Requalification en contrats de travail.

- *Cour d'appel de Versailles (6e ch.) 24 octobre 2006 425*

Conseils de prud'hommes – Compétence – Relations de travail au sein d'un groupe transnational – Règlement n° 44/2001 – Détermination de l'employeur – Confusion d'intérêt, d'activités et de direction entre sociétés.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2007 522*
- *Note Valérie Lacoste-Mary, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux IV, Comptasec UMR 5114, Institut du Travail de Bordeaux 523*

Employeur – Notion – Unité économique et sociale – Personnalité morale (non) – Qualité d'employeur (non).

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. C) 31 mai 2007 .. 574*
- *Note Christophe Baumgarten 575*

• exécution du contrat

Exécution de bonne foi (deux espèces) – Congé parental d'éducation – Expiration – Demande de mutation – Raisons familiales impérieuses – Nécessité pour l'employeur de justifier un refus par des éléments objectifs (première espèce) – Rémunération – Part variable – Détermination – Absence

d'initiative des parties – Légèreté blâmable de l'employeur (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 24 janvier 2007* 282
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 24 janvier 2007* 282

Reclassement avant licenciement – Modalités – Dispense d'activité (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 14 février 2007* 387
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 27 octobre 2006* 388
- *Note Arnaud de Senga* 389

• clauses spéciales

Lieu du travail – Clause de mobilité figurant au contrat ne permettant pas d'imposer au salarié son dédoublement.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 décembre 2006* .. 377

• modifications du contrat de travail

Doctrine :

Jurisprudence *Framatome-Majorette* : à quoi joue le législateur ?

- *par Hervé Tourniquet, Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine* 160

Doctrine :

Variations sur le thème de la modification du contrat de travail,

- *par Philippe Waquet, Doyen honoraire de la Chambre sociale de la Cour de cassation* 175

Droit disciplinaire – Sanctions entraînant une modification du contrat – Nécessité de l'acceptation expresse du salarié – Refus – Nouvel entretien préalable – Délai de prononcé de la sanction.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2007* 327
- *Note Francis Saramito* 328

contrat à durée déterminée

• cas de recours

Contrat d'usage – Conditions de recours – Incidence des dispositions conventionnelles – Caractère précaire et aléatoire de l'emploi (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2006* 92
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (22e Ch. B) 12 septembre 2006* 93
- *Note Arnaud de Senga* 95

Remplacement - Impossibilité.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 juin 2006* 325

Temps de travail – Secteur des services à la personne (deux espèces) – Annualisation – Défaut de fourniture de travail par l'employeur – Rupture du contrat aux torts de l'employeur

(première espèce) – CDD d'usage – Défaut d'usage – Requalification (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 27 juin 2006* 540
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 20 juillet 2007* 542
- *Note Michel Faivre-Picon, Secrétaire général de l'Union départementale CGT du Jura* 543

• requalification

Formation professionnelle – Obligation découlant du contrat – Violation – Sanction – Requalification en CDI (deux espèces) – Contrat de qualification (première espèce) – Stage de formation (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 novembre 2006* 289
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 25 septembre 2006* 289
- *Note Arnaud de Senga* 290

1° Rupture – Lettre de licenciement remise en main propre – Transaction ultérieure – Nullité – 2° Durée déterminée – Requalification en contrat à durée indéterminée – Maintien dans le même poste à l'expiration du terme initialement prévu.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 décembre 2006* .. 378

conventions et accords collectifs

• négociation

Procédure

Accord de branche – Négociation – Nécessité d'inviter toutes les organisations syndicales (deux espèces) – Révision – Caractère technique indifférent (première espèce) – Modification unilatérale pendant le délai de signature – Incidence sur la validité – Conditions (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mai 2006* 223
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2006* 223

Elections professionnelles – Premier tour – Quorum – Défaut – Incidence en matière de négociation collective – Carence (L. 133-2-2 II).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 décembre 2006* .. 329
- *Note Anne Braun, Conseillère confédérale, doctorante à l'Université Lyon II* 329

• interprétation et application

Exécution – Action syndicale (L. 135-5) – Condamnation sous astreinte à exécuter les engagements au profit des salariés.

- *1) Cour d'appel de Lyon (8e Ch. civ.) 18 novembre 2003* 96
- *2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 septembre 2006* 98
- *Note Patrick Batten, Avocat au Barreau de Lyon* .. 99

Doctrines :

L'action syndicale en exécution des conventions collectives,

- par **Michel Henry**, *Avocat au Barreau de Paris* ... **112**

Qualification – CCN des ETAM des industries du bâtiment - Grille de classification – Positionnement – Condition – Détention d'un diplôme.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 octobre 2006* **292**

Action en justice visant à assurer son respect – Qualité de signataire du syndicat – Caractère indifférent.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2007* **326**
- *Note Michel Henry* **327**

Doctrines :

La règle "A travail égal, salaire égal" et les conventions et accords collectifs ou Les atteintes indirectes au principe d'égalité salariale sont-elles permises ? (au-delà de l'arrêt CRAMIF du 3 mai 2006),

- par **Marie-France Bied-Charreton**, *Avocate au Barreau de Paris* **351**

Annexe : Conventions et accords collectifs – Rémunération - Principe "A travail égal, salaire égal" – Effets (quatre espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2006* **359**

- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2001* **360**

- *Troisième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 21 février 2007* **361**

- *Quatrième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2007* **362**

Invocation d'une convention collective devant un tribunal – Défaut de production spontanée – Office du juge – Obligation de se la procurer par tous moyens – 2° Licenciement – Préavis – Point de départ – Présentation de la lettre de licenciement.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 novembre 2006* **379**

Dénonciation – Maintien des avantages individuels acquis – Action syndicale en interprétation des dispositions dénoncées.

- *Cour d'appel de Paris (18e ch. C) 24 mai 2007* **528**
- *Note Jérôme Ferraro*, *Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence* **529**

Doctrines :

Le sort des avantages issus du statut collectif à l'épreuve du principe "à travail égal, salaire égal" (à propos de l'arrêt OEHC du 19 juin 2007),

- par **Isabelle Meyrat**, *Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise* **556**

Annexe : Conventions et accords collectifs – Transfert d'entreprise – Succession de délégués de service public – Engagement de conserver les avantages collectifs de l'ancien statut aux salariés présent lors du transfert – Sort des nouveaux embauchés – Atteinte au principe d'égalité de traitement (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2007* **559**

Rémunération – Principe "à travail égal, salaire égal" – Conventions et accords collectifs – Notion de situation identique – Parcours professionnels spécifiques.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2007* **587**
- *Note Michèle Bonnechère* **588**

• droit d'opposition

Accords d'entreprise – Droit d'opposition – Exercice – Délai – Point de départ.

- *Tribunal de grande instance de Nanterre (2e Ch.) 9 juin 2006* **32**
- *Note Isabelle Meyrat* **34**

Exercice – Conditions – Mandatement particulier (non) – Délai – Appréciation de la majorité.

- *Tribunal de grande instance de Nancy (1re Ch. Civ.) 25 septembre 2006* **225**
- *Note Marie-Pierre Iturrioz*, *Conseillère confédérale sur les questions de garanties collectives et salaires, Membre titulaire de la Commission nationale de la négociation collective* **227**

• dénonciation

Conventions et accords collectifs – Dénonciation – Maintien des avantages individuels acquis – Action syndicale en interprétation des dispositions dénoncées.

- *Cour d'appel de Paris (18e ch. C) 24 mai 2007* **528**
- *Note Jérôme Ferraro*, *Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence* **529**

• accords dérogatoires

Temps de travail – Convention individuelle de forfait jours – Nécessité d'un accord collectif – Modalités d'application devant être précisées par voie conventionnelle.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 13 décembre 2006* . **538**
- *Note Karim Hamoudi*, *Avocat au barreau de Paris* **539**

• accords d'intéressement et de participation

Rémunération – Participation – Caractère d'ordre public absolu – Dérogations aux dispositions – Autorisation légale expresse.

- *Cour de Cassation (Ch. soc.) 23 mai 2007* **533**
- *Note Florence Canut*, *Maître de conférences à l'Université Paul Valéry Montpellier III* **533**

convention de reclassement personnalisée

voir Licenciement pour motif économique

délégués du personnel**• attributions****Doctrines :**

"La forme sœur jumelle des libertés" dans l'entreprise et devant le Conseil de prud'hommes,

- par **Marianne Keller**, *Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne* **399**

Annexe : Harcèlement – Injures racistes – Dégradation des conditions de travail – Action du délégué du personnel (L. 422-1-1).

- *Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 7 mars 2007* **407**

délégués syndicaux

• désignation

Etablissement distinct – Communauté de travail – Caractérisation – Participation à un mouvement de grève.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2007* 590

démission

Écritures – Démission – Faiblesse psychologique – Dénaturation des écritures par la Cour d'appel.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 octobre 2006* 344

Contestation – Requalification – Prise d'acte – Conditions (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2007* 571
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2007* 572
- *Note Arnaud de Senga* 573

discrimination

Embauche – Apparence physique et patronyme – Refus d'embauche – Transformation d'un CDD en CDI.

- *Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 11 mai 2006* .. 136

Doctrine :

La nullité de la rupture du contrat de travail : une jurisprudence chaotique,

- *par Manuela Grévy, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Institut des Sciences sociales du Travail* 209

Annexe :

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 octobre 2006* 212
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* 213
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* 213

Militant syndical – Déroulement de carrière – Atteinte à l'état de santé – Indemnisation.

- *Conseil de prud'hommes de Dignes-les-Bains (Sect. Ind.) 5 avril 2006* 239

Militant syndical – Retard de carrière – Manquements disciplinaires véniels.

- *Conseil de prud'hommes de Grenoble (Industrie - Départage) 3 avril 2006* 293

Contrat de travail – Rupture – Licenciement au motif d'une prétendue inaptitude – Défaut de déclaration du médecin du travail – Violation de l'article L. 122-45 – Réintégration – Reprise spontanée de paiement des salaires (non) – Prise d'acte de la rupture à l'initiative de la salariée – Effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse (oui).

- *Cour d'appel de Paris (18e ch. E) 10 mars 2006* .. 477
- *Note Nathalie Bizot, Union locale CGT de Castres* 480

Doctrine :

Gestion des âges, discrimination et politiques de l'emploi,

- *par Francis Meyer, Maître de conférences, Institut du travail, Université Robert Schuman, Strasbourg* .. 495

Conseils de prud'hommes – Discrimination syndicale – Action en justice faisant suite à une action ayant un fondement différent – Unicité de l'instance (non) – Disparité de traitement n'étant apparue que par des pièces communiquées après l'achèvement de la précédente procédure.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 mars 2007* 525
- *Note Manuela Grévy, Maître de conférences à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, Institut des Sciences sociales du Travail* 526

Licenciement pour motif personnel – Licenciement après la reprise du travail suite à un arrêt maladie – Pouvoirs du juge des référés. – Perturbation de l'organisation de l'entreprise (non) – Nullité du licenciement.

- *Conseil de prud'homme de Paris (référé - départage), 19 décembre 2006*..... 531
- *Note Pascal Rennes* 532

droit disciplinaire

Doctrine :

Examen de la mise en œuvre par divers organismes de traitements de données à caractère personnel reposant sur la reconnaissance de l'empreinte digitale et ayant pour finalité le contrôle de l'accès aux locaux,

- *rapport de Hubert Bouchet, membre de la CNIL*.. 201
- Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Dispositifs de contrôle des salariés – Système biométriques – Appréciation des atteintes (deux espèces).

- *Première espèce : CNIL - Délibération 2006-153 du 30 mai 2006* 207
- *Deuxième espèce : CNIL - Délibération 2006-158 du 30 mai 2006* 208

Vol au préjudice d'un client – Faible valeur – Faute grave : oui – Arrêt de règlement : oui.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 janvier 2007* 345

• procédure

Sanctions entraînant une modification du contrat – Nécessité de l'acceptation expresse du salarié – Refus – Nouvel entretien préalable – Délai de prononcé de la sanction.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2007* 327
- *Note Francis Saramito* 328

droit pénal du travail

Droit pénal du travail, extraits de décisions sélectionnés et commentés,

- *par Marc Richevaux, Magistrat, Maître de conférences - Université du Littoral Côte d'Opale.*

Comité d'entreprise – Entrave – Plan de restructuration échelonné dans le temps – Avancement du calendrier – Consultation nécessaire du CE – Absence de délit.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 septembre 2006* **300**

Hygiène et sécurité – Homicide involontaire – Absence de dispositif de précaution contre les chutes – Faute caractérisée – Condamnation – Délégation de pouvoir.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 28 mars 2006* **301**

Protection des représentants du personnel – Licenciement – Annulation de l'autorisation – Caractère définitif de l'annulation (non) – Non-réintégration – Entrave.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 14 mars 2006* **302**

Hygiène et sécurité – Machine ancienne – Défaut de mise en conformité – Contravention de blessures involontaires – Responsabilité de la personne morale.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 12 juin 2007* **440**

Hygiène et sécurité – Machine ancienne – Défaut de mise en conformité – Exceptions – Contravention de blessures involontaires – Prescription.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 janvier 2007* **441**

Protection des représentants du personnel – Mise à pied d'un délégué syndical – Absence de convocation à une réunion de concertation – Entrave à l'exercice du droit syndical – Action civile personnelle du représentant du personnel – Recevabilité – Préjudice causé au syndicat et à l'intéressé.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 30 octobre 2006* ... **443**

Travail dissimulé – Constatation des infractions – Procédure de flagrant délit.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 2 mai 2007* **444**

Syndicats professionnels – Discrimination et entrave – Prestation de conseil visant à affaiblir la CGT – Moyen de pression (L. 412-2) – Délit constitué (oui) – Entrave à l'exercice du droit syndical (L. 412-1) – Défaut d'éléments matériels – Délit constitué (non).

• *Cour d'appel de Lyon (7e ch. B) 14 février 2007* .. **535**

droit social général

Doctrines :

L'optique du travail décent,

• *par Michèle Bonnechère, Professeur à l'Université d'Evry Val d'Essonne* **57**

Doctrines :

La difficile saisie de la "liberté du travail" dans le cadre de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative,

• *par Geneviève Koubi, Professeur de droit public, Université de Cergy-Pontoise, CER-FDP* **263**

Recodification : la CGT saisit le Conseil d'Etat **277**

Doctrines :

Passation de responsabilités au *Droit Ouvrier*,

• *intervention de Bernard Thibault, Secrétaire général de la CGT* **303**

Doctrines :

Observations sur les processus normatifs en matière de relations professionnelles,

• *par Franck Héas, Maître de conférences à l'université de Bretagne-sud* **306**

Doctrines :

Simplifier, disaient-ils... (propos syndicaux sur la recodification du Code du travail),

• *par Philippe Masson, responsable du collectif Droits, libertés, actions juridiques de la CGT* **409**

Document :

Les repères revendicatifs de la CGT **415**

Fiche n° 7 : Droits individuels et collectifs / transférabilité ... **415**

Fiche n° 8 : Droit des salariés des entreprises sous-traitantes **417**

• *Commentaire de Arnaud de Senga* **418**

Rémunération – Participation – Caractère d'ordre public absolu – Dérogations aux dispositions – Autorisation légale expresse.

• *Cour de Cassation (Ch. soc.) 23 mai 2007* **533**

• *Note Florence Canut, Maître de conférences à l'Université Paul Valéry Montpellier III* **533**

droit social international et européen

Doctrines :

L'optique du travail décent,

• *par Michèle Bonnechère, Professeur à l'Université d'Evry Val d'Essonne* **57**

Doctrines :

Tout ce que vous voulez savoir sur le CNE sans jamais avoir osé le demander...

• *par Pascale Legendre-Grandperret et David Métin, avocats, membres du Syndicat des Avocats de France, et Marie-Françoise Lebon-Blanchard et Pierre Lyon-Caen, magistrats, membres du Syndicat de la Magistrature* **121**

Contrat de travail – Contrat nouvelles embauches – Compatibilité avec une norme internationale – Examen de conventionnalité – Ordre de juridiction compétent.

• *Cour d'appel de Paris (18e Ch. E) 20 octobre 2006* **132**

• *Note Isabelle Meyrat* **134**

Droit social européen,

• *par Michèle Bonnechère, Professeur à l'Université d'Evry-Val d'Essonne.*

Droit au respect des biens de salariés – Heures d'équivalence – Espérance légitime d'obtenir des rappels de salaires – Loi du 19 janvier 2000 – Violation du protocole additionnel cedh n° 1, art. 1er.

• *Cour européenne des droits de l'Homme, 9 janvier 2007* **196**

Directives 98/59 et 2002/14 – Licenciements collectifs – Information et consultation des travailleurs – Pouvoirs des Etats

membres – Exclusion des jeunes travailleurs pour le calcul des seuils de personnes employées – Impossibilité.

- *Cour de justice des Communautés européennes, 18 janvier 2007* 197

Doctrine :

Observations sur les processus normatifs en matière de relations professionnelles,

- *par Franck Héas, Maître de conférences à l'université de Bretagne-sud* 306

Doctrine :

La non-conventionnalité du contrat « nouvelles embauches » : du contrôle du raisonnable au contrôle de proportionnalité,

- *par Laurent Milet, Maître de conférences associé à l'Université de Paris XI, Faculté Jean Monnet, Rédacteur en chef de la Revue Pratique de Droit social* 504

Annexe : contrat de travail – Contrat nouvelles embauches – Rupture – Compatibilité avec la convention 158 de l'OIT (non) (deux espèces).

- *Première espèce : Cour d'appel de Paris (18e ch. E) 6 juillet 2007* 511
- *Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Romans-sur-Isère (départage) 19 avril 2007* 515

durée du travail

voir *Temps de travail*

égalité professionnelle

Doctrine :

La règle "A travail égal, salaire égal" et les conventions et accords collectifs ou Les atteintes indirectes au principe d'égalité salariale sont-elles permises ? (au-delà de l'arrêt CRAMIF du 3 mai 2006),

- *par Marie-France Bied-Charreton, Avocate au Barreau de Paris* 351

Annexe : Conventions et accords collectifs – Rémunération – Principe "A travail égal, salaire égal" – Effets (quatre espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2006* 359
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2001* 360
- *Troisième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 21 février 2007* 361
- *Quatrième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2007* 362

Conseils de prud'hommes – Bureau de conciliation – Pouvoirs – Egalité de traitement – Panel de comparaison – Production de pièces – Astreinte.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Bureau de conciliation - Départage) 12 janvier 2007* 473
- *Note Daniel Joseph* 475

Doctrine :

Le sort des avantages issus du statut collectif à l'épreuve du principe "à travail égal, salaire égal" (à propos de l'arrêt OEHC du 19 juin 2007),

- *par Isabelle Meyrat, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise* 556

Annexe : Conventions et accords collectifs – Transfert d'entreprise – Succession de délégués de service public – Engagement de conserver les avantages collectifs de l'ancien statut aux salariés présent lors du transfert – Sort des nouveaux embauchés – Atteinte au principe d'égalité de traitement (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2007* 559

Rémunération – Principe "à travail égal, salaire égal" – Conventions et accords collectifs – Notion de situation identique – Parcours professionnels spécifiques.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2007* 587
- *Note Michèle Bonnechère* 588

élections professionnelles

Elections professionnelles – Premier tour – Quorum – Défaut – Incidence en matière de négociation collective – Carence (L. 133-2-2 II).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 décembre 2006* .. 329
- *Note Anne Braun, Conseillère confédérale, doctorante à l'Université Lyon II* 329

• effectif

Calcul des effectifs – Salariés mis à disposition – Salariés de sous-traitants travaillant sur des chantiers extérieurs non pris en compte (première espèce) – Salariés de sous-traitants de l'entreprise principale travaillant sur le même chantier pris en compte (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2006* 100
- *Deuxième espèce : Tribunal d'instance de Mantes-la-Jolie 23 septembre 2005* 100
- *Note Pascal Rennes* 101

Directives 98/59 et 2002/14 – Licenciements collectifs – Information et consultation des travailleurs – Pouvoirs des Etats membres – Exclusion des jeunes travailleurs pour le calcul des seuils de personnes employées – Impossibilité.

- *Cour de justice des Communautés européennes, 18 janvier 2007* 197

Effectifs et électoral – Détermination – 1) Intégration à la collectivité de travail (deux espèces) – Intérimaires – Entreprise utilisatrice – Exclusion de l'électorat (première espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2007* 284
- *Deuxième espèce : Tribunal d'instance de Molsheim, 23 février 2007* 285
- *Note Emmanuelle Boussard-Verrecchia, Avocate au Barreau de Versailles* 286

• électoral

Comités d'entreprise – Elections des membres – Fonctionnaires mis à disposition d'une entreprise privée – Electorat et éligibilité (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2006* 228

Mandat syndical ou électif – Cadre de direction – Eligibilité (non).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2006* 380

• protocole préélectoral

Durée du mandat fixée à quatre ans par la loi du 2 août 2005 – Dérogation à cette durée seulement possible par accord collectif – Accord préélectoral confiant ce pouvoir aux délégués du personnel – Nullité.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 mai 2006* 230

embauche

• recrutement

Discrimination – Apparence physique et patronyme – Refus d'embauche – Transformation d'un CDI en CDD.

• *Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 11 mai 2006* .. 136

emploi

Doctrine :

La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences : danger ou opportunité ?

• par **Frédéric Bruggeman**, expert du cabinet Syndex, coordinateur international du projet MIRE 153

Gestion prévisionnelle (GPEC) et licenciements économiques – Articulations – Caractère préalable obligatoire de la GPEC (oui) (deux espèces) – Présence (première espèce) ou absence (deuxième espèce) de dispositions conventionnelles spécifiques.

• *Première espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (Référé) 5 septembre 2006* 182

• *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 5 octobre 2006* 183

• *Note Tamar Katz, Avocate au Barreau de Seine-Saint-Denis* 186

Restructuration (deux espèces) – Négociation et consultation prévisionnelles périodiques (L. 320-2 et L. 432-1-1) s'imposent particulièrement de façon anticipée en cas de projet de restructuration – Suspension des procédures au titre des livres IV et III confirmée, obligation de reprendre consultation sur la gestion prévisionnelle et négociation d'un accord GPEC (première espèce) – Ordre du jour du CCE – Engagement unilatéral du président de procéder successivement aux consultations du livre IV puis du livre III – Opposition justifiée du secrétaire du CCE à une modification de l'ordre du jour tendant à rendre ces procédures concomitantes (deuxième espèce).

• *Première espèce : Cour d'appel de Paris (14e Ch. A) 7 mars 2007* 187

• *Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (14e Ch. A) 7 mars 2007* 189

Licenciement pour motif économique – Restructuration – Référé – Suspension de la procédure livre III/livre IV – Interdiction de procéder au transfert et à la mise en œuvre du PSE – Obligation de reprendre l'information et la consultation conformément à l'article L. 432-1-1 et d'engager les négociations prévues à l'article L. 320-2.

• *Tribunal de grande instance de Colmar (Référé), 22 janvier 2007* 191

• *Note Pascal Rennes* 194

Doctrine :

Gestion des âges, discrimination et politiques de l'emploi,

• par **Francis Meyer**, Maître de conférences, Institut du travail, Université Robert Schuman, Strasbourg .. 495

employeur

Doctrine :

Les effets de la reconnaissance d'une unité économique et sociale,

• par **Francis Saramito**, Licencié en Droit, Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques 314

Annexe : Unité économique et sociale – Reconnaissance – Effets sur les relations de travail.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2006* 317

Employeur – Obligations – Groupe de sociétés (deux espèces) – Détermination – Société-mère s'immisçant dans la gestion d'une filiale – Effet à l'égard des salariés de la filiale – Co-emploi (première espèce) – Cession frauduleuse d'une filiale en difficulté – Défaut de consultation du comité d'entreprise – Maison-mère devant contribuer au PSE de la filiale (deuxième espèce).

• *Première espèce : Conseil de prud'hommes de Bordeaux (Industrie - Départage) 11 septembre 2006* 331

• *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Bobigny (Référé) 18 décembre 2006* 334

• *Note Arnaud de Senga* 336

Conseils de prud'hommes – Compétence – Relations de travail au sein d'un groupe transnational – Règlement n° 44/2001 – Détermination de l'employeur – Confusion d'intérêt, d'activités et de direction entre sociétés.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2007* 522

• *Note Valérie Lacoste-Mary, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux IV, Comptrasec UMR 5114, Institut du Travail de Bordeaux* 523

Employeur – Notion – Unité économique et sociale – Personnalité morale (non) – Qualité d'employeur (non).

• *Cour d'appel de Paris (18e Ch. C) 31 mai 2007* .. 574

• *Note Christophe Baumgarten* 575

entreprises en difficulté

• assurance des créances salariales

Redressement ou liquidation – Vente d'actifs exclus d'un plan de cession partielle de l'entreprise – Caractérisation d'une entité économique autonome – Application de L 122-12 (oui).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2006* 231

• *Note Simon Daudet, Défenseur syndical* 231

• licenciement

voir Licenciement pour motif économique - Protection des représentants du personnel

Liquidation – Cession à un repreneur – Transfert international d'entreprise – Salarié admis à l'assurance chômage avant la cession – Circonstance n'empêchant pas la poursuite du contrat de travail avec le cessionnaire – Application de l'article L. 122-12 du Code du travail.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2006* 35
- *Note Francis Saramito* 35

Doctrine :

Entreprises en difficulté et sauvegarde de l'emploi,

- *par Michel Henry, Avocat au Barreau de Paris ...* 170

entreprises publiques

• statut et code du travail

Entreprises dont le personnel est soumis à un statut législatif ou réglementaire – Mise à la retraite d'office – Inapplicabilité de l'article L. 122-14-13 du Code du travail – Applicabilité des autres dispositions ?

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 janvier 2007* 381
- *Note Francis Saramito* 382

grève

• définition

Revendications professionnelles préalables – Information de l'employeur – Non-obligation de présentation par les grévistes ou le syndicat – Information par des tiers ou au cours de réunions d'institutions représentatives suffisante.

- *Cour de cassation (Ch. soc.) 28 février 2007* 578

Revendications professionnelles – Notion – Changement du mode de gestion de l'entreprise – Décision ne relevant pas du pouvoir de décision de l'employeur – Caractère indifférent.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 octobre 2007* 579

• déclenchement

Services publics de transport – Préavis successifs portant sur 55 minutes d'arrêt de travail par jour sur une période de cinq jours – Licéité d'un préavis unique portant sur des arrêts de travail d'une durée limitée étalés sur plusieurs jours – Absence de négociation non imputable au syndicat – Demande patronale en suspension du préavis rejetée.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 juin 2006* 36
- *Note Francis Saramito* 37

Transports aériens – Inexécution d'un vol programmé pendant la période d'arrêt de travail – Pilote commandant de bord sanctionné pour abandon de poste – Motif véritable : exercice du droit de grève – Conditions normales de cet exercice – Absence

d'obligation pour le salarié d'indiquer à l'avance s'il participera ou non au mouvement – Annulation de la sanction en référé.

- *Cour de cassation (Ass. Plén.) 23 juin 2006* 138
- *Note Francis Saramito* 139

Début de l'arrêt de travail – Absence d'obligation de respecter l'heure et le jour indiqués au préavis – Possibilité de cesser le travail postérieurement à la condition que ce soit lors d'une prise de service.

- *Conseil d'Etat (2e et 7e sous-sections) 29 décembre 2006* 338

• réquisition

Service minimum – Réquisition préfectorale – Exercice – Condition – Urgence – Proportionnalité aux nécessités de l'ordre public.

- *Cour Administrative d'appel de Bordeaux (1re chambre) 1er juin 2006* 102

Doctrine :

La difficile saisie de la "liberté du travail" dans le cadre de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative,

- *par Geneviève Koubi, Professeur de droit public, Université de Cergy-Pontoise, CER-FDP* 263

harcèlement moral

Doctrine :

Harcèlement moral : pleins feux sur l'obligation patronale de prévention (C. app. Dijon (Ch. soc.), 20 avril 2006, Société GMT contre Mme Thieblemont),

- *par Patrice Adam, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT-CRDP* 1

Annexe : Harcèlement moral – Condamnation judiciaire du supérieur hiérarchique – Demande de mutation de la victime – Refus de l'employeur – Absence de la salariée – Licenciement disciplinaire – Obligation de l'employeur de proposer un autre poste – Violation.

- *Cour d'appel de Dijon (Ch. soc.) 20 avril 2006* 4

Doctrine :

La nullité de la rupture du contrat de travail : une jurisprudence chaotique,

- *par Manuela Grévy, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Institut des Sciences sociales du Travail* 209

Annexe :

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 octobre 2006* 212
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* 213
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* 213

Doctrine :

La difficile saisie de la "liberté du travail" dans le cadre de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative,

- *par Geneviève Koubi, Professeur de droit public, Université de Cergy-Pontoise, CER-FDP* 263

Hostilité de collègues à l'égard d'un salarié homosexuel – Licenciement disciplinaire du salarié – Discrimination (L. 122-45) (non) – Manquement de l'employeur à son obligation de santé-sécurité (L. 320-2) (oui).

- *Conseil de prud'hommes d'Elbeuf (Industrie - Département) 22 septembre 2006* 383
- *Note Eric Baudeau, Avocat au Barreau de Rouen* . 386

Doctrine :

L'absence d'influence d'une action en résiliation judiciaire sur l'existence de l'obligation patronale de reclassement du salarié inapte,

- *par Patrice Adam, Maître de conférences de droit privé, Université Nancy 2 (CERIT-CRDP)* 551
- Annexe : Harcèlement moral – Action en résiliation judiciaire – Déclaration d'inaptitude au poste de travail – Licenciement – Respect préalable de l'obligation de reclassement.
- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2007* 555

hygiène et sécurité

Homicide involontaire – Absence de dispositif de précaution contre les chutes – Faute caractérisée – Condamnation – Délégation de pouvoir.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 28 mars 2006* 301

Doctrine :

L'influence du risque professionnel sur l'évolution de la responsabilité civile,

- *par Yves Saint-Jours, Professeur émérite à l'Université de Perpignan* 367

Hostilité de collègues à l'égard d'un salarié homosexuel – Licenciement disciplinaire du salarié – Discrimination (L. 122-45) (non) – Manquement de l'employeur à son obligation de santé-sécurité (L. 320-2) (oui).

- *Conseil de prud'hommes d'Elbeuf (Industrie - Département) 22 septembre 2006* 383
- *Note Eric Baudeau, Avocat au Barreau de Rouen* . 386

Hygiène et sécurité – Machine ancienne – Défaut de mise en conformité – Contrevenant de blessures involontaires – Responsabilité de la personne morale.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 12 juin 2007* 440

Doctrine :

L'obligation de sécurité du salarié : prévention et responsabilité,

- *par Yves Saint-Jours, Professeur émérite à l'Université de Perpignan* 560

libertés et droits fondamentaux

Autorisations uniques de la CNIL de mise en œuvre de dispositifs biométriques 31

Doctrine :

L'optique du travail décent,

- *par Michèle Bonnechère, Professeur à l'Université d'Evry Val d'Essonne* 57

Doctrine :

Examen de la mise en œuvre par divers organismes de traitements de données à caractère personnel reposant sur la reconnaissance de l'empreinte digitale et ayant pour finalité le contrôle de l'accès aux locaux,

- *rapport de Hubert Bouchet, membre de la CNIL.. 201*
- Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Dispositifs de contrôle des salariés – Système biométriques – Appréciation des atteintes (deux espèces).
- *Première espèce : CNIL - Délibération 2006-153 du 30 mai 2006* 207
- *Deuxième espèce : CNIL - Délibération 2006-158 du 30 mai 2006* 208

Doctrine :

La difficile saisie de la "liberté du travail" dans le cadre de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative,

- *par Geneviève Koubi, Professeur de droit public, Université de Cergy-Pontoise, CER-FDP* 263

Libertés et droits fondamentaux – Evaluation des salariés – Instauration d'un entretien annuel d'évaluation – 1° Consultation des institutions représentatives – CE (oui) – Incidence sur la rémunération – CHSCT (oui) – 2° Déclaration préalable à la CNIL (oui).

- *Cour d'appel de paris (14e ch. B) 3 novembre 2006* 339
- *Note Laurence Peru-Pirotte, Maître de Conférences en droit privé, IUT B, Université de Lille-3, Centre René Demogue, Université de Lille-2* 340

Doctrine :

"La forme sœur jumelle des libertés" dans l'entreprise et devant le Conseil de prud'hommes,

- *par Marianne Keller, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne* 399
- Annexe : Harcèlement – Injures racistes – Dégradation des conditions de travail – Action du délégué du personnel (L. 422-1-1).
- *Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 7 mars 2007* 407

Congés payés – Caisse – Obligation d'affiliation de l'employeur – Liberté d'association – Atteinte excessive (non).

- *Cour de cassation (1re Ch. civ.) 28 juin 2007* 570
- *Note Arnaud de Senga* 570

licenciement pour motif personnel

voir aussi Prise d'acte et Résiliation judiciaire

• **procédure**

Entretien préalable – Irrégularité – Caractère tardif de la convocation par recommandé – Usage de la télécopie (non).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 septembre 2006* . 232

• préavis

1 ° Conventions et accords collectifs – Invocation devant un tribunal – Défaut de production spontanée – Office du juge – Obligation de se la procurer par tous moyens – 2° Licenciement – Préavis – Point de départ – Présentation de la lettre de licenciement.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 novembre 2006* 379

• motifs de licenciement

Allégation de participation à un vol au détriment de l'entreprise (première espèce) – Plainte concernant les agissements de l'employeur (deuxième espèce) – Faute grave (non) – Absence de cause réelle et sérieuse.

• *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 juin 2006* 145

• *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2006* 146

• *Note Francis Saramito* 143

Pluralité d'employeurs – Faute du salarié commune – Lettre de licenciement unique.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 décembre 2006* .. 434

• nullité

Doctrine :

La nullité de la rupture du contrat de travail : une jurisprudence chaotique,

• *par Manuela Grévy, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Institut des Sciences sociales du Travail* 209

Annexe :

• *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 octobre 2006* 212

• *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* 213

• *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* 213

Accidents de travail et maladies professionnelles – Protection dans l'emploi – Arrêt de travail – Période de suspension – Détermination – Licenciement disciplinaire – Faute grave (non) – Réintégration.

• *Cour d'appel de Paris (18e Ch. E) 16 juin 2006* .. 219

Transfert d'entreprises – Licenciement antérieur à transfert – Caractère occulte de la cession de l'entreprise et de ses conditions – Licenciement privé d'effet – Maintien du contrat.

• *Conseil de prud'hommes de Paris (section Encadrement) 15 décembre 2006* 438

Licenciement pour motif personnel – Licenciement après la reprise du travail suite à un arrêt maladie – Pouvoirs du juge des référés. – Perturbation de l'organisation de l'entreprise (non) – Nullité du licenciement.

• *Conseil de prud'homme de Paris (référé - départage), 19 décembre 2006*..... 531

• *Note Pascal Rennes* 532

Accidents de travail – Protection de l'emploi – Salarié victime d'une rechute d'un accident survenu chez un précédent employeur – Lien avec les conditions de travail chez ce nouvel employeur – Licenciement – Inapplication de l'article L. 122-32-10 du Code du travail – Protection de l'article L. 122-32-2 acquise – Nullité du licenciement.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2007* 566

• inaptitude

Doctrine :

Le droit au reclassement du salarié, en cas de restructuration de l'entreprise ou d'altération de sa santé,

• *par Franck Héas, Maître de conférences à l'Université de Nantes* 452

Contrat de travail – Rupture – Licenciement au motif d'une prétendue inaptitude – Défaut de déclaration du médecin du travail – Violation de l'article L. 122-45 – Réintégration – Reprise spontanée de paiement des salaires (non) – Prise d'acte de la rupture à l'initiative de la salariée – Effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse (oui).

• *Cour d'appel de Paris (18e ch. E) 10 mars 2006* .. 477

• *Note Nathalie Bizot, Union locale CGT de Castres* 480

Inaptitude – Médecin du travail préconisant la substitution d'un emploi sédentaire à un emploi itinérant – Retard de l'employeur à tenir compte de cet avis médical – Manquement à son obligation de sécurité de résultat – Prise d'acte de la rupture par le salarié – Licenciement sans cause réelle et sérieuse.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 septembre 2006* . 482

Doctrine :

L'absence d'influence d'une action en résiliation judiciaire sur l'existence de l'obligation patronale de reclassement du salarié inapte,

• *par Patrice Adam, Maître de conférences de droit privé, Université Nancy 2 (CERIT-CRDP)* 551

Annexe : Harcèlement moral – Action en résiliation judiciaire – Déclaration d'inaptitude au poste de travail – Licenciement – Respect préalable de l'obligation de reclassement.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2007* 555

Inaptitude – Origine se trouvant dans un manquement de l'employeur à son obligation de santé envers ses salariés – Défaut de cause réelle et sérieuse.

• *Conseil de prud'hommes de Bobigny (Encadrement - Départage) 18 mai 2007* 579

• *Note Paul Bouaziz et Isabelle Goulet, Avocats au Barreau de Paris* 581

• autres ruptures

Licenciement pour motif économique – Ruptures déviantes – Dissimulation sous des motifs personnels – Manquement aux prérogatives du comité d'entreprise.

• *Tribunal de grande instance de Lyon (Ire ch. A) 25 octobre 2006* 484

• *Note Stéphane Ducrocq* 485

Dissimulation – Ruptures déviantes – Licenciement disciplinaire pour refus de modifications contractuelles.

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 26 septembre 2006* 233
- *Note Annie Vaudoiset, Avocate au Barreau de Rodez* 235

licenciement pour motif économique

• motifs

Transfert d'entreprise – Entité économique autonome – Défaut – Transfert illicite – Sanctions (deux espèces) - Perte d'une chance de reclassement – Manquement à l'exécution loyale du contrat de travail – Indemnisation spécifique (première espèce) – Réintégration (non) – Indemnisation au titre de l'absence de cause réelle et sérieuse (oui) (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2006* 50
- *Deuxième espèce :*
 - 1) *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 28 juin 2005* 51
 - 2) *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 23 mai 2006* .53
- *Note Arnaud de Senga* 53

Difficultés économiques – Appréciation – Cadre – Distinction entre la cause économique et le périmètre de reclassement.

- *Cour d'appel d'Angers (Ch. Soc.) 19 septembre 2006* 141
- *Note Philippe Waquet, Doyen honoraire de la Cour de cassation* 142

Doctrine :

Le contrôle judiciaire du motif économique et ses turbulences,

- *par Antoine Lyon-Caen, Professeur à l'Université de Paris-X Nanterre, Directeur d'études à l'EHESS* . 156

Annexe : Licenciement pour motif économique – 1° Réorganisation – Mesure destinée à sauvegarder la compétitivité – Assimilation à une mesure de GPEC – 2° Obligation de reclassement – Notion – 3° Ordre des licenciements – Qualités professionnelles – Evaluation.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 novembre 2006* .. 158

Dissimulation – Ruptures déviantes – Licenciement disciplinaire pour refus de modifications contractuelles.

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 26 septembre 2006* 233
- *Note Annie Vaudoiset, Avocate au Barreau de Rodez* 235

Qualification – Cause qualificative et cause justificative – Distinction – Effet.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2007* 386
- *Note Emmanuelle Lechevalier, Avocate au Barreau de Paris* 387

Convention de reclassement personnalisée (CRP) – Adhésion – Effets – Pouvoirs du juge – Recherche du motif économique (oui) (deux espèces).

- *Première espèce : Cour d'appel de Paris (18e Ch. C) 22 mars 2007* 429
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 15 mai 2007* 432
- *Note Valérie Lanes, Avocate au Barreau de Paris* 434

Lettre de licenciement – Motivation – Difficultés économiques et sauvegarde de la compétitivité – Cadre d'appréciation – Défaut de référence au secteur d'activité du groupe – Absence de cause réelle et sérieuse (deux espèces).

- *Première espèce : Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 26 octobre 2006* 583
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 18 septembre 2007* 584
- *Note Paul Darves-Bornoz* 586

• licenciements individuels

Obligation de l'employeur

Doctrine :

Les contraintes formelles encadrant l'exécution de l'obligation patronale de reclassement en cas de licenciement pour motif économique,

- *par Franck Héas, Maître de conférences à l'université de Bretagne-sud* 6

Annexe : Licenciement pour motif économique – Obligation de reclassement – Mise en œuvre – Existence d'offres écrites et précises proposées au salarié – Absence – Violation de l'obligation.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 septembre 2006* ... 10

Doctrine :

Entreprises en difficulté et sauvegarde de l'emploi,

- *par Michel Henry, Avocat au Barreau de Paris* ... 170

Doctrine :

Variations sur le thème de la modification du contrat de travail,

- *par Philippe Waquet, Doyen honoraire de la Chambre sociale de la Cour de cassation* 175

Reclassement avant licenciement – Modalités – Dispense d'activité (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 14 février 2007* 387
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 27 octobre 2006* 388
- *Note Arnaud de Senga* 389

Doctrine :

Le droit au reclassement du salarié, en cas de restructuration de l'entreprise ou d'altération de sa santé,

- *par Franck Héas, Maître de conférences à l'Université de Nantes* 452

• licenciements collectifs

Plan de sauvegarde de l'emploi

Licenciement collectif de plus de dix salariés – Dissimulation – Fractionnement en licenciements individuels et en départs négociés – Défaut d'information de l'autorité administrative – Infraction constituée.

- *Tribunal de grande instance de Lyon (16e Ch. corr.)* 24 mars 2006 **38**
- *Note Stéphane Ducrocq* **40**

Doctrine :

La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences : danger ou opportunité ?

- *par Frédéric Bruggeman, expert du cabinet Syndex, coordinateur international du projet MIRE* **153**

Doctrine :

Le contrôle judiciaire du motif économique et ses turbulences,

- *par Antoine Lyon-Caen, Professeur à l'Université de Paris-X Nanterre, Directeur d'études à l'EHESS* . **156**

Annexe : Licenciement pour motif économique – 1° Réorganisation – Mesure destinée à sauvegarder la compétitivité – Assimilation à une mesure de GPEC – 2° Obligation de reclassement – Notion – 3° Ordre des licenciements – Qualités professionnelles – Evaluation.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 novembre 2006* .. **158**

Doctrine :

Jurisprudence Framatome-Majorette : à quoi joue le législateur ?

- *par Hervé Tourniquet, Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine* **160**

Emploi – Gestion prévisionnelle (GPEC) et licenciements économiques – Articulations – Caractère préalable obligatoire de la GPEC (oui) (deux espèces) – Présence (première espèce) ou absence (deuxième espèce) de dispositions conventionnelles spécifiques.

- *Première espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (Référé) 5 septembre 2006* **182**
- *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 5 octobre 2006* **183**
- *Note Tamar Katz, Avocate au Barreau de Seine-Saint-Denis* **186**

Restructuration (deux espèces) – Négociation et consultation prévisionnelles périodiques (L. 320-2 et L. 432-1-1) s'imposent particulièrement de façon anticipée en cas de projet de restructuration – Suspension des procédures au titre des livres IV et III confirmée, obligation de reprendre consultation sur la gestion prévisionnelle et négociation d'un accord GPEC (première espèce) – Ordre du jour du CCE – Engagement unilatéral du président de procéder successivement aux consultations du livre IV puis du livre III – Opposition justifiée du secrétaire du CCE à une modification de l'ordre du jour tendant à rendre ces procédures concomitantes (deuxième espèce).

- *Première espèce : cour d'appel de Paris (14e Ch. A) 7 mars 2007* **187**
- *Deuxième espèce : cour d'appel de Paris (14e Ch. A) 7 mars 2007* **189**

Restructuration – Référé – Suspension de la procédure livre III/livre IV – Interdiction de procéder au transfert et à la mise en œuvre du PSE – Obligation de reprendre l'information et la consultation conformément à l'article L. 432-1-1 et d'engager les négociations prévues à l'article L. 320-2.

- *Tribunal de grande instance de Colmar (Référé), 22 janvier 2007* **191**
- *Note Pascal Rennes* **194**

Directives 98/59 et 2002/14 – Licenciements collectifs – Information et consultation des travailleurs – Pouvoirs des Etats membres – Exclusion des jeunes travailleurs pour le calcul des seuils de personnes employées – Impossibilité.

- *Cour de justice des Communautés européennes, 18 janvier 2007* **197**

Ruptures déviantes – Dissimulation sous des motifs personnels – Manquement aux prérogatives du comité d'entreprise.

- *Tribunal de grande instance de Lyon (1re ch. A) 25 octobre 2006* **484**
- *Note Stéphane Ducrocq* **485**

Nullités - Réintégration

Transfert d'entreprise – Entité économique autonome – Défaut – Transfert illicite – Sanctions (deux espèces) - Perte d'une chance de reclassement – Manquement à l'exécution loyale du contrat de travail – Indemnisation spécifique (première espèce) – Réintégration (non) – Indemnisation au titre de l'absence de cause réelle et sérieuse (oui) (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2006* **50**
- *Deuxième espèce :*
 - 1) *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 28 juin 2005* .. **51**
 - 2) *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 23 mai 2006* ...**53**
- *Note Arnaud de Senga* **53**

licenciement des salariés protégés

voir Protection des représentants du personnel

maladie

voir aussi Licenciement pour motif personnel/inaptitude et Harcèlement moral

Doctrine :

La nullité de la rupture du contrat de travail : une jurisprudence chaotique,

- *par Manuela Grévy, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Institut des Sciences sociales du Travail* **209**

Annexe :

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 octobre 2006* **212**

- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* 213
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* 213

Militant syndical – Retard de carrière – Manquements disciplinaires véniels.

- *Conseil de prud’hommes de Grenoble (Industrie - Département) 3 avril 2006* 293

Licenciement pour motif personnel – Licenciement après la reprise du travail suite à un arrêt maladie – Pouvoirs du juge des référés. – Perturbation de l’organisation de l’entreprise (non) – Nullité du licenciement.

- *Conseil de prud’homme de Paris (référé - départage), 19 décembre 2006*..... 531
- *Note Pascal Rennes* 532

Inaptitude – Médecin du travail préconisant la substitution d’un emploi sédentaire à un emploi itinérant – Retard de l’employeur à tenir compte de cet avis médical – Manquement à son obligation de sécurité de résultat – Prise d’acte de la rupture par le salarié – Licenciement sans cause réelle et sérieuse.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 septembre 2006* . 482

participation

Rémunération – Participation – Caractère d’ordre public absolu – Dérogations aux dispositions – Autorisation légale expresse.

- *Cour de Cassation (Ch. soc.) 23 mai 2007* 533
- *Note Florence Canut, Maître de conférences à l’Université Paul Valéry Montpellier III* 533

prestations familiales

Prestations familiales – Droit aux prestations – Conditions de ressources – Evaluation – Déduction des pensions alimentaires.

- *Cour de cassation (2e Ch. civ.) 25 octobre 2006* .. 343

prise d’acte de la rupture du contrat

Doctrine :

Le double usage par le représentant du personnel de la prise d’acte de la rupture de son contrat de travail,

- *par Laurent Milet, Docteur en droit, Rédacteur en chef de la Revue Pratique de Droit social, Maître de conférences associé à l’Université de Paris XI - Faculté Jean Monnet* 75

Annexe : Protection des représentants du personnel – Rupture du contrat de travail – Défaut d’autorisation – Indemnisation (trois espèces) – Licenciement sans autorisation – Refus de réintégration prononcée par voie judiciaire (première espèce) – Prise d’acte à l’initiative du salarié – Appréciation des faits (deuxième et troisième espèce) – Etendue de l’appréciation du juge – Ecrit fixant les limites du litige (non) (troisième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2006* 82

- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2006* 83
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2006* 83

Rupture à l’initiative du salarié – Résiliation judiciaire du contrat de travail – Prise d’acte de rupture durant l’instance.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 octobre 2006* 90
- *Note Marie-France Bied-Charreton* 91

Contrat de travail – Introduction d’une action en justice en exécution du contrat à l’initiative du salarié – Prise d’acte ultérieure de la rupture du contrat pour les mêmes motifs – Possibilité (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2006* .. 375
- *Note Bernard Boudias, Maître de conférence à l’Université de Bourgogne* 376

Conseil de prud’hommes – Bureau de conciliation (deux espèces) – Paiement des salaires jusqu’à la prise d’acte de la rupture et des deux mois de préavis ordonné à titre de provision (première espèce) – Appel irrecevable sans jugement préalable au fond (deuxième espèce).

- *Première espèce : Conseil de prud’hommes de Nîmes (Bureau de conciliation) 14 décembre 2006* 420
- *Deuxième espèce : Cour d’appel de Toulouse (Ch. Soc.) 7 juillet 2006* 421
- *Note Jean-Marc Sastre, Conseiller prud’homme* . 422

Contrat de travail – Prise d’acte – Office du juge – Examen des griefs (L. 122-14-3).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2007* 423
- *Note Xavier Médeau, Avocat au Barreau de Charleville-Mézières* 424

Contrat de travail – Rupture – Licenciement au motif d’une prétendue inaptitude – Défaut de déclaration du médecin du travail – Violation de l’article L. 122-45 – Réintégration – Reprise spontanée de paiement des salaires (non) – Prise d’acte de la rupture à l’initiative de la salariée – Effets d’un licenciement sans cause réelle et sérieuse (oui).

- *Cour d’appel de Paris (18e ch. E) 10 mars 2006* .. 477
- *Note Nathalie Bizot, Union locale CGT de Castres* 480

Inaptitude – Médecin du travail préconisant la substitution d’un emploi sédentaire à un emploi itinérant – Retard de l’employeur à tenir compte de cet avis médical – Manquement à son obligation de sécurité de résultat – Prise d’acte de la rupture par le salarié – Licenciement sans cause réelle et sérieuse.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 septembre 2006* . 482

Démission – Contestation – Requalification – Prise d’acte – Conditions (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2007* 571
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2007* 572
- *Note Arnaud de Senga* 573

protection des représentants du personnel

• étendue de la protection

Le double usage par le représentant du personnel de la prise d'acte de la rupture de son contrat de travail,

- par **Laurent Milet**, Docteur en droit, Rédacteur en chef de la *Revue Pratique de Droit social*, Maître de conférences associé à l'Université de Paris XI - Faculté Jean Monnet 75

Annexe : Protection des représentants du personnel – Rupture du contrat de travail – Défaut d'autorisation – Indemnisation (trois espèces) – Licenciement sans autorisation – Refus de réintégration prononcée par voie judiciaire (première espèce) – Prise d'acte à l'initiative du salarié – Appréciation des faits (deuxième et troisième espèce) – Etendue de l'appréciation du juge – Ecrit fixant les limites du litige (non) (troisième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2006* 82
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2006* 83
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2006* 83

Entreprises publiques – Mise à la retraite d'office – Nécessité d'une autorisation de l'inspection du travail – Juge prud'homal incompétent pour apprécier si la rupture du contrat est ou non liée à l'exercice des fonctions.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2006* 238

Doctrines :

La difficile saisie de la "liberté du travail" dans le cadre de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative,

- par **Geneviève Koubi**, Professeur de droit public, Université de Cergy-Pontoise, CER-FDP 263

Désignation des conseillers du salarié : funeste faille dans la protection ou erreur de taille du juge des référés ? À propos d'une affaire Virgin (Référé départage), Paris, 11 avril 2007,

- par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138 363

Annexe : Protection des représentants du personnel – Conseiller du salarié – Désignation – Période préalable à la publication aux recueils des actes administratifs – Connaissance par l'employeur – Effet.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Référé - Départage) 6 avril 2007* 366

Cas d'application de la procédure – Contrat de travail résilié amiablement pour motif économique dans le cadre d'un accord collectif mis en œuvre après consultation du comité d'entreprise – Nécessité d'une autorisation préalable de l'inspecteur du travail.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2007* 436
- *Note Laurent Milet* 436

Document :

Décision du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement du 11 mai 2007,

- *note de Dominique Holle*, Responsable DLAJ CGT du Puy-de-Dôme 466

• procédure

Transfert – Demande d'autorisation auprès de l'Inspection du travail – Refus de communiquer la demande au salarié concerné – Transmission obligatoire en vertu du libre accès aux documents administratifs.

- *Commission d'accès aux documents administratifs - Avis n° 20061404-SK - 30 mars 2006* 147
- *Note Arnaud de Senga* 147
- *Sous-note : Conseil d'Etat (Section du contentieux) 24 novembre 2006* 150

• salariés concernés

Organismes de Sécurité sociale – Conseils d'administration – Membres salariés – Temps passé à l'exercice de leur fonction – Assimilation à une durée de travail effectif – Article L. 231-9 du Code de la Sécurité sociale.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 janvier 2006* 40

• réintégration

Licenciement - Annulation de l'autorisation - Caractère définitif de l'annulation (non) - Non-réintégration - Entrave.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 14 mars 2006* 302

rémunération

Contrat de travail – Exécution de bonne foi (deux espèces) – Rémunération – Part variable – Détermination – Absence d'initiative des parties – Légèreté blâmable de l'employeur (deuxième espèce).

- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 24 janvier 2007* 282

Rémunération – Participation – Caractère d'ordre public absolu – Dérogations aux dispositions – Autorisation légale expresse.

- *Cour de Cassation (Ch. soc.) 23 mai 2007* 533
- *Note Florence Canut*, Maître de conférences à l'Université Paul Valéry Montpellier III 533

Temps de travail – Sécurité – Dispositions conventionnelles – Transports routiers – Prime de rendement au kilomètre – Incitation au dépassement de la durée du travail – Illicéité.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 juin 2007* 591
- *Note Laurent Michaut*, Secteur LDAJ Union locale CGT Paris 17e 592

résiliation judiciaire du contrat

Rupture à l'initiative du salarié – Résiliation judiciaire du contrat de travail – Prise d'acte de rupture durant l'instance.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 octobre 2006* 90
- *Note Marie-France Bied-Charreton* 91

Contrat de travail – Manquement de l'employeur à ses obligations contractuelles – Demande du salarié en résiliation judiciaire – Date d'effet – Jour du jugement accueillant la demande.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2007* 422

Doctrines :

L'absence d'influence d'une action en résiliation judiciaire sur l'existence de l'obligation patronale de reclassement du salarié inapte,

• *par Patrice Adam, Maître de conférences de droit privé, Université Nancy 2 (CERIT-CRDP) 551*

Annexe : Harcèlement moral – Action en résiliation judiciaire – Déclaration d'inaptitude au poste de travail – Licenciement – Respect préalable de l'obligation de reclassement.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2007 555*

santé au travail

voir Harcèlement moral - Hygiène et sécurité - Licenciement pour motif personnel/inaptitude - Maladie

syndicats professionnels**• fonctionnement - activités****Doctrines :**

La difficile saisie de la "liberté du travail" dans le cadre de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative,

• *par Geneviève Koubi, Professeur de droit public, Université de Cergy-Pontoise, CER-FDP 263*

Expression – Usages de moyens électroniques – Contestations de l'employeur (deux espèces) – Appel à participer à une réunion – Utilisation de la messagerie professionnelle – Sanction disciplinaire (première espèce) – Ouverture d'un site internet – Diffusion de données concernant l'entreprise – Absence d'obligation de confidentialité – Liberté d'expression (oui) (deuxième espèce).

• *Première espèce : Tribunal administratif de Besançon (1re ch.) 19 décembre 2006 486*

• *Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (18e ch. C) 15 juin 2006 487*

• *Note Arnaud de Senga 488*

Prérogatives – Non-respect – Atteinte à une liberté fondamentale – Référé administratif – Injonction de fournir un local syndical et d'autoriser des décharges.

• *Conseil d'Etat (1re et 6e ssr) 31 mai 2007 489*

• *Note Sandra Renda, Avocat au Barreau de Chartres 490*

• représentativité**Doctrines :**

La place de la représentativité syndicale après l'adoption du principe majoritaire,

• *par Caroline Luquet de Saint Germain, Docteur en Droit 11*

Doctrines :

Représentativité syndicale et réalité des droits collectifs,

• *par Pascal Rennes, Directeur du Travail honoraire 20*

Documents :

Position commune des confédérations CFDT et CGT sur la représentativité des organisations syndicales et la validation des accords collectifs 30

• entraves

Mise à pied d'un délégué syndical – Absence de convocation à une réunion de concertation – Entrave à l'exercice du droit syndical – Action civile personnelle du représentant du personnel – Recevabilité – Préjudice causé au syndicat et à l'intéressé.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 30 octobre 2006 ... 443*

Discrimination et entrave – Prestation de conseil visant à affaiblir la CGT – Moyen de pression (L. 412-2) – Délit constitué (oui) – Entrave à l'exercice du droit syndical (L. 412-1) – Défaut d'éléments matériels – Délit constitué (non).

• *Cour d'appel de Lyon (7e ch. B) 14 février 2007 .. 535*

• discrimination

Retard de carrière – Manquements disciplinaires véniels.

• *Conseil de prud'hommes de Grenoble (Industrie - Départage) 3 avril 2006 293*

Conseils de prud'hommes – Discrimination syndicale – Action en justice faisant suite à une action ayant un fondement différent – Unicité de l'instance (non) – Disparité de traitement n'étant apparue que par des pièces communiquées après l'achèvement de la précédente procédure.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 22 mars 2007 525*

• *Note Manuela Grévy, Maître de conférences à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, Institut des Sciences sociales du Travail 526*

• action en justice

Conventions et accords collectifs – Exécution – Action syndicale (L. 135-5) – Condamnation sous astreinte à exécuter les engagements au profit des salariés.

• *1) Cour d'appel de Lyon (8e Ch. civ.) 18 novembre 2003 96*

• *2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 septembre 2006 98*

• *Note Patrick Batten, Avocat au Barreau de Lyon .. 99*

Doctrines :

L'action syndicale en exécution des conventions collectives,

• *par Michel Henry, Avocat au Barreau de Paris ... 112*

Conventions et accords collectifs – Action en justice visant à assurer son respect – Qualité de signataire du syndicat – Caractère indifférent.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2007 326*

• *Note Michel Henry 327*

Doctrines :

"La forme sœur jumelle des libertés" dans l'entreprise et devant le Conseil de prud'hommes,

• *par Marianne Keller, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne 399*

Annexe : Harcèlement – Injures racistes – Dégradation des conditions de travail – Action du délégué du personnel (L. 422-1-1).

• *Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 7 mars 2007 407*

Conventions et accords collectifs – Dénonciation – Maintien des avantages individuels acquis – Action syndicale en interprétation des dispositions dénoncées.

• *Cour d'appel de Paris (18e ch. C) 24 mai 2007 528*

• *Note Jérôme Ferraro, Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence 529*

temps de travail

Convention individuelle de forfait jours – Nécessité d'un accord collectif – Modalités d'application devant être précisées par voie conventionnelle.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 13 décembre 2006* . 538
- *Note Karim Hamoudi, Avocat au barreau de Paris* 539

• temps de travail effectif

Habillage – Port obligatoire d'une tenue (deux espèces) – Déplacement en tenue du vestiaire à la pointeuse – Temps de travail effectif (première espèce) – Participation de l'employeur à l'entretien des vêtements (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 27 janvier 2006* 42
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Versailles (1re Ch. 1re sect.) 29 juin 2006* 43
- *Note Isabelle Taraud, Avocate au Barreau de Seine-Saint-Denis* 44

• horaires d'équivalence

Droit au respect des biens de salariés – Heures d'équivalence – Espérance légitime d'obtenir des rappels de salaires – Loi du 19 janvier 2000 – Violation du protocole additionnel cedh n° 1, art. 1er.

- *Cour européenne des droits de l'Homme, 9 janvier 2007* 196

Heures d'équivalence – Non-respect des repos quotidiens et hebdomadaires.

- *Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 11 mai 2006* 240
- *Note Patrick Batten, Avocat au Barreau de Lyon* 242

• secteurs particuliers

Transports routiers – Décret du 31 mars 2005 – Annulation – Conséquences juridiques – Vice de forme – Décret en Conseil d'Etat – Décret simple.

- *Conseil d'Etat (1re et 6e ssr) 18 octobre 2006* 242
- *Note Stéphane Carré, Maître de conférences, IUT Saint-Nazaire, Université de Nantes* 244

Secteur des services à la personne (deux espèces) – Annualisation – Défaut de fourniture de travail par l'employeur – Rupture du contrat aux torts de l'employeur (première espèce) – CDD d'usage – Défaut d'usage – Requalification (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 27 juin 2006* 540
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 20 juillet 2007* 542
- *Note Michel Faivre-Picon, Secrétaire général de l'Union départementale CGT du Jura* 543

Temps de travail – Sécurité – Dispositions conventionnelles – Transports routiers – Prime de rendement au kilomètre – Incitation au dépassement de la durée du travail – Illicéité.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 juin 2007* 591
- *Note Laurent Michaut, Secteur LDAJ Union locale CGT Paris 17e* 592

• travail de nuit

Compensations pécuniaires instaurées par voie conventionnelle – Application immédiate de dispositions d'ordre public nouvelles – Effet (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2006* 47
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2006* 47
- *Note Nathalie Bizot, Union locale CGT de Castres* 48

Rémunération – Majorations conventionnelles – Caractère exceptionnel – Appréciation.

- *Cour d'appel d'Aix-en-Provence (17e ch.) 15 mai 2006* 244
- *Note René Defroment, Fédération CGT de la construction* 245

transfert d'entreprise

• conditions

Entité économique autonome – Défaut – Transfert illicite – Sanctions (deux espèces) – Perte d'une chance de reclassement – Manquement à l'exécution loyale du contrat de travail – Indemnisation spécifique (première espèce) – Réintégration (non) – Indemnisation au titre de l'absence de cause réelle et sérieuse (oui) (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2006* 50
- *Deuxième espèce :*
 - 1) *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 28 juin 2005* 51
 - 2) *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 23 mai 2006* .53
- *Note Arnaud de Senga* 53

Article L. 122-12 – Conditions d'application – Activités soumises à des réglementations particulières – Incidence (deux espèces).

- *Première espèce : Cour d'appel de Paris (18eme C) 21 décembre 2006* 391
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 octobre 2006* 392
- *Note Arnaud de Senga* 393

• effets

Sur les contrats de travail

Entreprises en difficulté – Liquidation – Cession à un repreneur – Transfert international d'entreprise – Salarié admis à l'assurance chômage avant la cession – Circonstance n'empêchant pas la poursuite du contrat de travail avec le cessionnaire – Application de l'article L. 122-12 du Code du travail.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2006* 35
- *Note Francis Saramito* 35

Entreprises en difficulté – Redressement ou liquidation – Vente d'actifs exclus d'un plan de cession partielle de l'entreprise – Caractérisation d'une entité économique autonome – Application de L. 122-12 (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2006* 231
- *Note Simon Daudet, Défenseur syndical* 231

Opposition collective des salariés au remplacement du titulaire d'une concession de service public – Situation impropre à caractériser un refus individuel de chaque salarié au maintien du contrat.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 octobre 2006* 283

Licenciement antérieur à transfert – Caractère occulte de la cession de l'entreprise et de ses conditions – Licenciement privé d'effet – Maintien du contrat.

• *Conseil de prud'hommes de Paris (section Encadrement) 15 décembre 2006* 438

Sur le statut collectif

Doctrines :

Le sort des avantages issus du statut collectif à l'épreuve du principe "à travail égal, salaire égal" (à propos de l'arrêt *OEHC* du 19 juin 2007),

• *par Isabelle Meyrat, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise* 556

Annexe : Conventions et accords collectifs – Transfert d'entreprise – Succession de délégués de service public – Engagement de conserver les avantages collectifs de l'ancien statut aux salariés présent lors du transfert – Sort des nouveaux embauchés – Atteinte au principe d'égalité de traitement (oui).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2007* 559

tribunaux

voir aussi Conseils de prud'hommes

Document :

Représentation obligatoire devant la Cour de cassation - Courrier adressé par l'Union locale CGT de Royan aux candidats à l'élection présidentielle 84

Compatibilité avec une norme internationale – Examen de conventionnalité – Ordre de juridiction compétent.

• *Cour d'appel de Paris (18e Ch. E) 20 octobre 2006* 132

• *Note Isabelle Meyrat* 134

Procédure – Délais – Computation – Expiration un jour férié – Prorogation au jour ouvrable suivant – Application au lundi de Pentecôte.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 10 mai 2006* 237

Doctrines :

La difficile saisie de la "liberté du travail" dans le cadre de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative,

• *par Geneviève Koubi, Professeur de droit public, Université de Cergy-Pontoise, CER-FDP* 263

Cour de cassation – Arrêt de rejet – Référence à la doctrine de la Cour de cassation.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 janvier 2007* 347

Compétence entre les deux ordres de juridiction – Examen de conventionnalité de l'ordonnance instituant le "Contrat nouvelles embauches" – Ratification implicite – Compétence judiciaire.

• *Tribunal des conflits 19 mars 2007* 395

• *Note Arnaud de Senga* 395

Doctrines :

Conseiller prud'homme et assesseur de juridictions de Sécurité sociale : une nécessaire clarification sur un cumul prohibé,

• *par Daniel Boulmier, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138* 447

Doctrines :

Les retombées de l'affaire "d'Outreau" sur la procédure prud'homale : la nouvelle portée de la règle "le criminel tient le civil en l'état",

• *par Mireille Poirier, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut du travail* 459

unité économique et sociale

Doctrines :

Les effets de la reconnaissance d'une unité économique et sociale,

• *par Francis Saramito, Licencié en Droit, Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques* 314

Annexe : Unité économique et sociale – Reconnaissance – Effets sur les relations de travail.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2006* 317

Employeur – Notion – Unité économique et sociale – Personnalité morale (non) – Qualité d'employeur (non).

• *Cour d'appel de Paris (18e Ch. C) 31 mai 2007* .. 574

• *Note Christophe Baumgarten* 575

Droits de l'Homme et des libertés de la personne (5^{ème} édition)

par Robert Charvin et Jean-Jacques Sueur

Toute présentation des droits de l'Homme et des libertés de la personne exige des choix : faire le catalogue plus ou moins exhaustif des normes en vigueur ou s'interroger sur leurs origines, leur évolution, tout en les situant dans leur contexte sociopolitique ; se limiter aux libertés publiques ou investir le champ des droits sociaux ; se satisfaire des droits proclamés (notamment dans la jurisprudence) ou tenter une approche "réaliste". Les auteurs ont délibérément choisi l'option conduisant le juriste à ne pas ignorer l'apport de l'historien, du politiste, du sociologue, de l'économiste, etc., en dépit de la complexité qui en résulte. Apparaît ainsi un rapport dialectique entre l'économique et le social, entre l'individuel et le collectif, ainsi qu'un processus régressif de certains droits et libertés, en dépit d'un discours académique n'insistant pas sur leur vulnérabilité et leur précarité.

LexisNexis Litec - ISBN 2711009491 - 23 euros - A commander en librairie

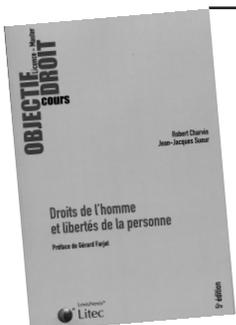


Table chronologique de la jurisprudence

(les décisions en italique ont été publiées en extraits)

| Date | Juridiction | Nom des parties | Page |
|------------------|---|---|------|
| 2001 | | | |
| MAI | | | |
| 23/05/01 | C. Cass. (Ch. Soc.) | CRAMIF c/ Girma et a. | 360 |
| 2003 | | | |
| NOVEMBRE | | | |
| 12/11/03 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Beauseigneur c/ URSSAF des Alpes-Maritimes | 276 |
| 18/11/03 | CA Lyon (8 ^e Ch. Civ.) | Affaire CFDT Santé - Services sociaux du Rhône et a. c/ Association « Les amis du jeudi dimanche » et a. | 96 |
| 2005 | | | |
| JUIN | | | |
| 28/06/05 | CA Paris (18 ^e Ch. D) | Nextiraone France c/ Achard et a. | 51 |
| 29/06/05 | CA Paris (22 ^e Ch. A) | SA Ramponneau c/ Mitianos Nehme | 295 |
| JUILLET | | | |
| 01/07/05 | Tribunal des Affaires de Sécurité sociale de Bourges (formation agricole) | Affaire V... c/ Caisse de MSA Cœur de Loire | 217 |
| SEPTEMBRE | | | |
| 23/09/05 | TI Mantes-la-Jolie | US CGT de la Construction c/ SAS Hervé et a. | 100 |
| 2006 | | | |
| JANVIER | | | |
| 18/01/06 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Caisse régionale d'assurance maladie du Sud-Est c/ Cardona et a. | 32 |
| 25/01/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Sté CIAD C/ Luniaud | 82 |
| 25/01/06 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 03-47.058</i> | 246 |
| 27/01/06 | CA Lyon (Ch. Soc.) | CGT Irisbus c/ Irisbus France | 42 |
| 31/01/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Caisse régionale de Crédit agricole de Champagne-Bourgogne c/ Beurton | 41 |
| FEVRIER | | | |
| 14/02/06 | <i>Cass. crim.</i> | <i>N° de pourvoi 05-84.384</i> | 296 |
| MARS | | | |
| 07/03/06 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 04-42.623</i> | 546 |
| 10/03/06 | CA Paris (18 ^e Ch. E) | UGC Ciné Cité IdF c/ Laidouni | 477 |
| 14/03/06 | <i>Cass. crim.</i> | <i>N° de pourvoi 05-81.805</i> | 302 |
| 15/03/06 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 04-47.379</i> | 249 |
| 15/03/06 | CA Versailles (14 ^e Ch.) | Bull et a. c/ CCE de l'UES Bull | 472 |
| 21/03/06 | CA 21 RIOM (4 ^e Ch. Civ.) | Manufacture française des pneumatiques Michelin c/ Joseph Joubert | 249 |
| 24/03/06 | TGI Lyon (16 ^e Ch. Corr.) | FNECS CGC c/ Leblanc-Claverie Cazassus | 38 |
| 28/03/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Delacour c/ Sté Agrodie | 35 |
| 28/03/06 | <i>Cass. crim.</i> | <i>N° de pourvoi 05-82.975</i> | 301 |
| 30/03/06 | Commission d'accès aux documents administratifs | Mme Stamm c/ Ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement | 147 |

| Date | Jurisdiction | Nom des parties | Page |
|----------------|---|--|------|
| AVRIL | | | |
| 03/04/06 | CP Grenoble (Industrie - Département) | Le Tirant c/ Ascometal Allevard | 293 |
| 05/04/06 | CP Dignes-les-Bains (Ind.) | G. c/ SA Camom | 239 |
| 20/04/06 | CA Dijon (Ch. Soc.) | GMT c/ T. | 4 |
| MAI | | | |
| 03/05/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Poulain c/ CSI | 92 |
| 03/05/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | CRAMIF c/ Lefebvre et autres | 359 |
| 10/05/06 | C. Cass. (Ch. Crim.) | Epoux B... | 237 |
| 11/05/06 | CA Orléans (Ch. Soc.) | Moukagni c/ SA Morgan | 136 |
| 11/05/06 | CA Lyon (Ch. Soc.) | Ass. Balmont-Neuville c/ Miraoui et a. | 240 |
| 12/05/06 | Tribunal des Affaires de Sécurité sociale de Bourges (formation agricole) | Affaire V... c/ Caisse de MSA Cœur de Loire | 218 |
| 15/05/06 | CA Aix-en-Provence (17 ^e Ch.) | Malavielle c/ Cegelec Sud-Est | 244 |
| 23/05/06 | CA Paris (18 ^e Ch. D) | Nextiraone c/ Hudson et a. | 53 |
| 23/05/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Sté Ixis Investors services c/ Union des syndicats CGT de la Caisse des dépôts et autres | 228 |
| 24/05/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Sté Speedy France c/ Syndicat CFTC de la métallurgie 92 et a. | 230 |
| 30/05/06 | CNIL | Société Rothschild et Compagnie Banque | 207 |
| 30/05/06 | CNIL | Société La Mesta Chimie Fine SAS | 208 |
| 31/05/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | FNIC-CGT c/ SNCP | 223 |
| JUIN | | | |
| 01/06/06 | C. adm. d'appel Bordeaux (1 ^{re} Ch.) | Fédération de la santé et de l'action sociale | 102 |
| 07/06/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Ste Lyonnaise des transports en commun c/ SNTU-CFDT | 36 |
| 07/06/06 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 04-43.774</i> | 247 |
| 09/06/06 | TGI Nanterre (2 ^e Ch.) | Organon et a. c/ FNIC CGT et a. | 32 |
| 14/06/06 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 05-44.680</i> | 247 |
| 15/06/06 | CA Paris (18 ^e Ch. C) | Fédération CGT des Sociétés d'études c/ TNS Secodip | 487 |
| 16/06/06 | CA Paris (18 ^e Ch. E) | Akuesson c/ RATP | 219 |
| 21/06/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Sté ITM logistique international (ITM IL), venant aux droits de la société Base intermarché de Brignoles c/ Castillon et a. | 47 |
| 21/06/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Bellaouira et autres c/ Auchan France SA | 47 |
| 21/06/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | EADS Systems and defense electronics c/ Bergero et a. | 50 |
| 21/06/06 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | B. c/ Sté d'Hygiène médicale | 278 |
| 23/06/06 | C. Cass. (Ass. Plén.) | Sté Air France c/ Le Bras et autres | 138 |
| 27/06/06 | CA Besançon (Ch. Soc.) | Girard c/ ADMR Parcey-le-Deschaux | 540 |
| 28/06/06 | CA Versailles (14 ^e Ch.) | EDF-GDF c/ Comité mixte production de la direction informatique et télécommunications EDF-GDF | 85 |
| 28/06/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Sté Logiss c/ X... | 145 |
| 28/06/06 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 04-44.943</i> | 298 |
| 28/06/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Trosic c/ Auchan | 325 |
| 29/06/06 | CA Versailles (1 ^{re} Ch. 1 ^{re} sect.) | Champion Supermarché France c/ CGC Carrefour et Fédération CGT du Commerce | 43 |
| JUILLET | | | |
| 04/07/06 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 02-43.437</i> | 247 |
| 05/07/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Barbot c/ Société Saman | 83 |
| 05/07/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Feron c/ Hernandes | 83 |
| 07/07/06 | CA Toulouse (Ch. Soc.) | Gondalma et ass. c/ Laubies | 421 |
| 12/07/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Mills c/ Union locale CGT et a. | 100 |
| 12/07/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Pretat c/ Association 3H et a. | 146 |
| 12/07/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | EDF-GDF c/ Billères | 238 |
| 12/07/06 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 04-47.550</i> | 253 |
| 12/07/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Girault c/ Sté Presto Formes et autres | 317 |
| 12/07/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Bekkali c/ Apajh 33 et a. | 380 |

| Date | Jurisdiction | Nom des parties | Page |
|------------------|--|---|------|
| AOUT | | | |
| 31/08/06 | CA Paris (1 ^{re} Ch. sect. A) | Barrault et a. c/ GDF et a. | 107 |
| SEPTEMBRE | | | |
| 04/09/06 | TGI Annecy (Ch. référés) | CE Tefal et a. c/ SAS Tefal | 88 |
| 05/09/06 | TGI Nanterre (Référé) | CCE de l'UES Capgemini et a. c/ Capgemini et a. | 182 |
| 05/09/06 | C. Cass. (Ch. Crim.) | Comité d'entreprise d'Accès Tours | 372 |
| 11/09/06 | CP Bordeaux (Industrie - Département) | Bergeon et a. c/ Airborne SA et a. | 331 |
| 12/09/06 | CA Paris (22 ^e Ch. B) | GMV Conseil c/ Yankelevitch et Union locale CGT 14 ^e arrdt | 93 |
| 12/09/06 | CA Grenoble (Ch. Soc.) | Combrisson c/ Perlot et autres | 371 |
| 13/09/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Mme Nicolas c/ Sté V. Fraas Paris | 232 |
| 19/09/06 | CA Angers (Ch. Soc.) | Bouget c/ Aurore électronique industrie | 141 |
| 19/09/06 | <i>Cass. crim.</i> | <i>N° de pourvoi 05-86.668</i> | 300 |
| 20/09/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Ferron c/ Association Revivre | 10 |
| 20/09/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Affaire CFDT Santé-Services sociaux du Rhône et a. c/ Association « Les amis du jeudi dimanche » et a. | 98 |
| 20/09/06 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 04-45.717</i> | 250 |
| 20/09/06 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 05-40.491</i> | 251 |
| 20/09/06 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 05-40.490</i> | 251 |
| 20/09/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Sté Comptoir des Levures c/ Blanc et a. | 482 |
| 21/09/06 | CA Douai (8 ^e Ch.) | CE de Hélios Lys c/ Hélios Lys et a. | 319 |
| 22/09/06 | CP Elbeuf (Industrie - Département) | P. c/ Ermes Automation | 383 |
| 25/09/06 | TGI Nancy (1 ^{re} Ch. Civ.) | Société Pneumatiques Kléber SAS c/ Syndicat CGT et a. | 225 |
| 25/09/06 | CA Grenoble (Ch. Soc.) | SOCOMI c/ Jouglard | 289 |
| 26/09/06 | CA Paris (18 ^e Ch. D) | Vitalicom c/ Feller et a. | 233 |
| OCTOBRE | | | |
| 05/10/06 | TGI Paris (Référé) | CGT UFICT Nextiraone c/ Nextiraone | 183 |
| 10/10/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Gibernon et a. c/ Cie d'exploitation des ports et aéroports | 283 |
| 10/10/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Gentili c/ Somimar | 392 |
| 11/10/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Petitpas c/ Société Cora | 212 |
| 12/10/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Fédération CGT des personnels des secteurs financiers c/ Fédération CFTC, Fédération nationale du Crédit agricole et a. | 223 |
| 18/10/06 | Conseil d'État (1 ^{re} et 6 ^e ssr) | Fédération générale des transports et de l'équipement | 242 |
| 18/10/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Pautre c/ EBTP | 292 |
| 20/10/06 | CA Paris (18 ^e Ch. E) | Samzun c/ De Wee et a. | 132 |
| 23/10/06 | CA Limoges (Ch. Soc.) | <i>J.-M. F. c/ CRAMCO</i> | 276 |
| 24/10/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Alventosa et a. c/ Société Multipap | 231 |
| 24/10/06 | CA Versailles (6 ^e Ch.) | SA Réseau Clubs Bouygues Télécom (RCBT) c/ Bucco et a. | 425 |
| 25/10/06 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Schmitz c/ Caisse régionale d'assurance vieillesse d'Alsace-Lorraine | 222 |
| 25/10/06 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Caisse d'allocations familiales de la Vendée c/ Mme Robuchon | 343 |
| 25/10/06 | TGI Lyon (1 ^{re} Ch. A) | CGT Nextiraone et a. c/ Nextiraone France et a. | 484 |
| 26/10/06 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Axa France vie c/ Kucuksahin | 279 |
| 26/10/06 | CA Chambéry (Ch. Soc.) | Rezaigui c/ Lance et a. | 583 |
| 27/10/06 | CA Douai (Ch. Soc.) | Awtuch c/ SA Selnor et a. | 388 |
| 30/10/06 | <i>Cass. crim.</i> | <i>N° de pourvoi 05-86.380</i> | 443 |
| 31/10/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Vaujany c/ LTUP | 90 |
| 31/10/06 | <i>C. Cass.</i> | <i>N° de pourvoi 05-43.276</i> | 344 |
| NOVEMBRE | | | |
| 03/11/06 | CA Paris (14 ^e Ch. B) | AGME c/ CHSCT AGME et a. | 339 |
| 07/11/06 | TGI Paris (Référé) | CSC des CMP EDF-GDF c/ GDF et a. | 320 |
| 07/11/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Négouai c/ Mutuelle des travailleurs indépendants de la Martinique | 379 |
| 08/11/06 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Caisse nationale d'assurance vieillesse c/ Ernest | 221 |
| 09/11/06 | TA Lyon | Bouvier | 280 |
| 21/11/06 | TGI Paris (Référé) | Affaire Comité d'entreprise européen de GDF c/ GDF et a. | 109 |
| 21/11/06 | CA Paris (14 ^e Ch. sect. A) | Affaire Comité d'entreprise européen de GDF c/ GDF et a. | 111 |

| Date | Jurisdiction | Nom des parties | Page |
|-----------------|--|--|------|
| 21/11/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Baraud et a. c/ Goodyear Dunlop Tires France | 158 |
| 21/11/06 | TGI Clermont-Ferrand (Référé) | Comité d'établissement de France Télécom Auvergne c/ FT Auvergne | 323 |
| 24/11/06 | Conseil d'État (Section du contentieux) | Rodriguez | 150 |
| 28/11/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Jasselin c/ Deat et a. | 289 |
| DECEMBRE | | | |
| 05/12/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Axa France Vie et a. c/ Fédération des employés et cadres FO | 519 |
| 13/12/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Sté Bip c/ Devergie | 378 |
| 13/12/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Yala c/ Société Ey Law | 538 |
| 14/12/06 | CP Nîmes (Bureau de conciliation) | Surdo c/ La Boulangerie | 420 |
| 15/12/06 | CP Paris (Section Encadrement) | Nikodem c/ Sté La Compagnie de formation et la Sté Mutualistic | 438 |
| 18/12/06 | TGI Bobigny (Référé) | CE de BEMA Ingénierie et a. c/ BEMA Ingénierie SA et a. | 334 |
| 19/12/06 | TA Besançon (1 ^{re} Ch.) | Élisabeth M. c/ Ville de Lons-le-Saunier | 486 |
| 19/12/06 | CP Paris (Référé –Départage) | M. c/ SAS Valois finances | 531 |
| 20/12/06 | Cass. soc. | N° 06-40.662 - N° 06-40.864 | 252 |
| 20/12/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Syndicat CGT Adecco c/ Adecco travail temporaire et autres | 329 |
| 20/12/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Mme Dramogore c/ Sté Le Bac à Linge | 377 |
| 20/12/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Mme Leblanc c/ Sté Marina Services et autres | 434 |
| 20/12/06 | Conseil d'État (7 ^e et 2 ^e ssr) | Comité central d'entreprise de la Banque de France | 568 |
| 21/12/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Bretagne Angleterre Irlande BAI c/ Lechevretel | 213 |
| 21/12/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Portolano c/ Bâton | 214 |
| 21/12/06 | Cass. soc. | N° de pourvoi 04-47.426 | 298 |
| 21/12/06 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Tomy France c/ Gorses et a. | 375 |
| 21/12/06 | CA Paris (18 ^e C) | Aubel et a. c/ Institut Gustave Roussy et a. | 391 |
| 21/12/06 | Cass. soc. | N° de pourvoi 05-40.564 | 546 |
| 29/12/06 | Conseil d'État (2 ^e et 7 ^e sous-sections) | SNCF | 338 |

2007

JANVIER

| | | | |
|----------|--|---|-----|
| 09/01/07 | CEDH | Affaire Aubert et autres c/ France | 195 |
| 09/01/07 | Cass. crim. | N° de pourvoi 06-80.198 | 442 |
| 11/01/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Sté Socfim c/ Bonnet | 422 |
| 12/01/07 | CP Paris (Bureau de conciliation - Département) | Niel c/ GIE BNP Paribas | 473 |
| 16/01/07 | C. Cass. | N° de pourvoi 04-47.051 | 345 |
| 16/01/07 | C. Cass. | N° de pourvoi 06-42.541 | 347 |
| 16/01/07 | CA Agen (Ch. Soc.) | Aguerre c/ EDF-GDF | 475 |
| 18/01/07 | CJCE | CGT, CFDT, CFTC, CGT-FO c/ Premier ministre, ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (aff. C-385/05) | 197 |
| 22/01/07 | TGI Colmar (Référé) | CCE Georgia Pacific France et a. c/ SAS Georgia Pacific France | 191 |
| 23/01/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Thomas c/ SNCF | 381 |
| 24/01/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Negri c/ Société Omnium de gestion et de financement | 282 |
| 24/01/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Barreau c/ Société ASI Santé | 282 |
| 31/01/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Assedic Alpes-Provence c/ Lazari et a. | 470 |

FEVRIER

| | | | |
|----------|------------------------------------|---|-----|
| 14/02/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Scheid c/ APLD | 386 |
| 14/02/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Caillens et a. c/ Pages jaunes | 387 |
| 14/02/07 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | CPAM de la Haute-Vienne c/ Pioter | 468 |
| 14/02/07 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | CPAM d'Eure-et-Loir c/ Mme Beaupré | 468 |
| 14/02/07 | CA Lyon (7 ^e Ch. B) | Ministère public c/ Cordonnier et Lecat | 535 |
| 14/02/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | SFGH c/ Union locale CGT de Montpellier et a. | 590 |
| 21/02/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Irsam les Hirondelles c/ Chabaliar | 361 |
| 22/02/07 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Gruner c/ A. et CPAM de la Sarthe | 261 |
| 22/02/07 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | CPAM de Grenoble c/ Mme Davesne | 518 |
| 22/02/07 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | MAIF et a. c/ CPAM de Dieppe et a. | 567 |
| 23/02/07 | TI Molsheim | USTM CGT c/ Messier Bugatti SA | 285 |

| Date | Jurisdiction | Nom des parties | Page |
|------------------|--|---|------|
| 28/02/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Syndicat CGT PCA Poissy c/ Société Peugeot Citroën automobile (PCA) | 284 |
| 28/02/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Sté Exatri Paris c/ Bakir et Union départementale CGT de Seine-et-Marne | 578 |
| MARS | | | |
| 07/03/07 | CA Paris (14 ^e Ch. A) | Nextiraone France c/ CGT UFICT Nextiraone et a. | 187 |
| 07/03/07 | CA Paris (14 ^e Ch. A) | Nextiraone France c/ Secrétaire du CCE | 189 |
| 07/03/07 | CA Grenoble (Ch. Soc.) | Onet services c/ Boukadoum et Union départementale CGT | 407 |
| 19/03/07 | Tribunal des conflits | Préfet de l'Essonne c/ Cour d'appel de Paris | 395 |
| 20/03/07 | CP Lyon (section industrie) | Messai c/ BTM transports et a. | 373 |
| 22/03/07 | CA Paris (18 ^e Ch. C) | Poupon et Union locale CGT de Chatou c/ Trigano Jardin | 429 |
| 22/03/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Alcatel c/ Crochemore et a. | 525 |
| 27/03/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Dimension Data c/ Teyssere et a. | 327 |
| 27/03/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Crédit Foncier de France c/ Bedrignan | 436 |
| 28/03/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Centre de gérontologie de St-Thomas de Villeneuve c/ Mme Forcina | 566 |
| 30/03/07 | CA Nancy (Ch. Soc.) | Humbert c/ Sté DM Autos - CERIT n° 40473 | 593 |
| AVRIL | | | |
| 04/04/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Garnier c/ Metravib RDS | 423 |
| 06/04/07 | CP Paris (Référé - Départage) | Dégousée c/ Virgin | 366 |
| 19/04/07 | CP Romans-sur-Isère (Départage) | Marzana c/ Alizée Expertises immobilière | 515 |
| MAI | | | |
| 02/05/07 | <i>Cass. crim.</i> | <i>N° de pourvoi 07-81.517</i> | 444 |
| 03/05/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Syndicat métallurgie de la Loire CFDT c/ Sofaco | 326 |
| 09/05/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Citernord SA c/ Noisette et a. | 571 |
| 09/05/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Lacour SA c/ Broyer | 572 |
| 15/05/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Chavance et a. c/ Arcade formation | 362 |
| 15/05/07 | CA Paris (18 ^e Ch. D) | Minoux c/ Association L'Initiative | 432 |
| 18/05/07 | CP Bobigny (Encadrement - Départage) | B. c/ Carglass | 579 |
| 23/05/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Fédération de la Métallurgie CFE-CGC et a. c/ FGMM-CFDT et a. | 533 |
| 24/05/07 | CA Paris (18 ^e Ch. C) | Axa France vie et a. c/ Fédération des employés et cadres FO | 520 |
| 24/05/07 | CA Paris (18 ^e Ch. C) | Syndicat unifié du groupe Caisse d'Épargne c/ Caisse nationale des Caisses d'Épargne et a. | 528 |
| 30/05/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Distrileader c/ M. | 555 |
| 31/05/07 | Conseil d'État (1 ^{re} et 6 ^e ssr) | Syndicat CFDT c/ Interco 28 | 489 |
| 31/05/07 | CA Paris (18 ^e Ch. C) | Assurance France Generali et a. c/ Fédération FO des employés et cadres et syndicat CGT | 574 |
| JUIN | | | |
| 12/06/07 | <i>Cass. crim.</i> | <i>N° de pourvoi 06-88.900</i> | 440 |
| 19/06/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Aspocomp Group OYJ c/ SCP Guérin et Diesbecq ès qual. et a. | 522 |
| 19/06/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Office d'équipement hydraulique de Corse (OEHC) c/ Union départementale CGT de Haute-Corse | 559 |
| 19/06/07 | <i>Cass. soc.</i> | <i>N° de pourvoi 06-40.854</i> | 593 |
| 20/06/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | TDLC c/ Da Costa et Union locale CGT | 591 |
| 28/06/07 | C. Cass. (1 ^{re} Ch. Civ.) | Nodula c/ Association "Les Congés spectacles" | 570 |
| JUILLET | | | |
| 03/07/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | CRAMIF c/ Accart et a. | 587 |
| 06/07/07 | CA Paris (18 ^e Ch. E) | Procureur de la République et a. c/ De Wee et a. | 511 |
| 20/07/07 | CA Besançon (Ch. Soc.) | Maistruck c/ Domicile services | 542 |
| SEPTEMBRE | | | |
| 18/09/07 | CA Chambéry (Ch. Soc.) | Doolaege c/ Lance et a. | 584 |
| OCTOBRE | | | |
| 23/10/07 | C. Cass. (Ch. Soc.) | CGT et a. c/ Régie des transports marseillais (RTM) | 579 |